JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 NF ; ÉTRANGER : 40 NF
(Compte cheque postal : 9063 13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS-15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 NF

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

1^{re} Législature

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1959-1960

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 7^e SEANCE

1^{re} Séance du Mercredi 4 Mai 1960.

SOMMAIRE

1. — Adresse de sympathie à M. Abdesselam et hommage à la mémoire de l'agent Parachey (p. 611).
M. le président; Mlle Sid Cara, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.
2. — Remplacement d'un membre de commission (p. 612).
3. — Renvois pour avis (p. 612).
4. — Election d'un Juge titulaire à la Haute Cour de Justice et de deux membres du Sénat de la Communauté. — Ouverture des scrutins (p. 612).
5. — Projets de loi concernant l'agriculture. — Suite de la discussion générale commune (p. 612).
MM. Bégouin; Rochereau, ministre de l'agriculture.
Suspension et reprise de la séance.
MM. Laurent; le ministre de l'agriculture; Trémolet de Villers, Dumortier, Réthoré, Orvoen, Hauret.
Suspension et reprise de la séance.
MM. Poudevigne, Duchâteau, Bourdellès, Comte-Offenbach, Lambert, Van der Meersch, Gavini, Schmitt, Tomasiul.
Renvoi de la suite du débat.
6. — Election d'un Juge titulaire à la Haute Cour de Justice. — Proclamation du résultat du scrutin (p. 630).
7. — Election de deux membres du Sénat de la Communauté. — Proclamation du résultat du scrutin (p. 630).
8. — Ordre du jour (p. 630).

PRESIDENCE DE M. JACQUES CHABAN-DELMAS

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

ADRESSE DE SYMPATHIE A M. ABDESSELAM ET HOMMAGE A LA MEMOIRE DE L'AGENT PARACHEY

M. le président. Ainsi que vous l'avez appris, mes chers collègues, notre collègue M. Robert Abdesselam a été victime ce matin d'un attentat auquel, sans forcer les termes, je crois pouvoir dire qu'il a échappé par miracle et après avoir fait preuve sur-le-champ d'un très grand courage physique qui n'étonnera aucun de ceux qui le connaissent.

Notre collègue — j'ai pu le vérifier moi-même à son chevet tout à l'heure — est aussi durement touché qu'on peut l'être, sans pour autant que ses jours soient en danger. Je suis certain d'exprimer le sentiment unanime de l'Assemblée en lui souhaitant un rétablissement rapide et définitif.

Malheureusement, à ses côtés, l'agent de police Jean Parachey, un jeune homme de 24 ans qui allait fonder un foyer ces jours-ci, a été mortellement atteint. En votre nom, j'exprime à sa famille des condoléances émues et sincères. (Les députés se lèvent.)

M. Jean Legendre. Il faut exécuter les assassins, maintenant.

M. le président. Monsieur Legendre, je pense que l'instant est mal choisi...

M. Jean Legendre. Les mots ne suffisent pas, monsieur le président. Ce sont des actes que nous voulons contre le terrorisme.

M. le président. ... pour faire des déclarations de ce genre. Vous aurez l'occasion de les exprimer à d'autres moments.

Sur plusieurs bancs à droite. Tout de même !

M. le président. Cela étant, ce que je voulais dire — et qui me paraît être plus efficace — c'est que ceux qui ont armé le bras des agresseurs, des assassins — sans même porter un jugement moral sur leur comportement — commettent une lourde erreur de calcul s'ils croient faire reculer, impressionner, déconcerter, décontenancer.

En réalité, certains d'entre vous peuvent en porter témoignage, il s'est toujours vérifié chez nous, au moment de Verdun comme avant, que tout homme frappé en accomplissant son devoir a été aussitôt remplacé par un autre. Cela est vrai aussi pour un agent de police ou un représentant de la souveraineté nationale.

Voilà, mes chers collègues, je crois, ce qu'il faut retenir. Et bientôt, je pense, nous pourrions accueillir avec joie, une joie sans mélange, notre collègue Robert Abdesselam, dont le courage, je le répète, a été égal à celui dont il n'a jamais cessé de faire preuve en toutes circonstances, et dont vous avez tous apprécié l'affabilité, la loyauté et l'esprit chevaleresque.

Mlle Nafissa Sid Cara, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à Mlle Nafissa Sid Cara, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre.

Mlle Nafissa Sid Cara, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre. Mesdames, messieurs, le Gouvernement tient à s'associer à l'émotion exprimée par votre président et ressentie par vous tous ici à la suite de l'odieuse agression dont a été victime ce matin Robert Abdesselam, député d'Alger-Banlieue.

A titre personnel, à titre d'amie et de colistière de Robert Abdesselam, qu'il me soit permis de dire combien j'ai été émue par cet acte de violence qui ne peut rapporter à ses auteurs que honte et infamie.

Le Gouvernement tout entier rend hommage au grand courage de votre collègue et formule pour lui les vœux les meilleurs de prompt rétablissement.

Il s'incline avec une profonde émotion devant la mémoire de l'officier de police Jean Parachey, mort dans l'exercice de ses fonctions au cours de cet attentat, et présente à sa famille ses douloureuses condoléances.

— 2 —

REPLACEMENT D'UN MEMBRE DE COMMISSION

M. le président. Le groupe de l'unité de la République a désigné M. Laffin pour remplacer M. Deramchi Mustapha dans la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Cette candidature a été affichée le 3 mai et publiée au *Journal officiel* du 4 mai.

Elle sera considérée comme ratifiée et la nomination prendra effet à l'expiration du délai d'une heure suivant le présent avis, sauf opposition signée par trente députés au moins et formulée avant l'expiration de ce délai.

— 3 —

RENOIS POUR AVIS

M. le président. La commission de la production et des échanges demande à donner son avis sur le projet de loi relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires culturelles.

Conformément à l'article 87, alinéa 1^{er}, du règlement, je consulte l'Assemblée sur cette demande de renvoi pour avis.

Il n'y a pas d'opposition ?..

Le renvoi pour avis est ordonné.

La commission des finances, de l'économie générale et du plan demande à donner son avis sur le projet de loi relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des affaires culturelles.

Conformément à l'article 87, alinéa 1^{er}, du règlement, je consulte l'Assemblée sur cette demande de renvoi pour avis.

Il n'y a pas d'opposition ?..

Le renvoi pour avis est ordonné.

— 4 —

ELECTION D'UN JUGÉ TITULAIRE A LA HAUTE COUR DE JUSTICE ET DE DEUX MEMBRES DU SENAT DE LA COMMUNAUTE

Ouverture des scrutins.

M. le président. L'ordre du jour appelle les scrutins dans les salles voisines pour :

- 1° L'élection d'un juge titulaire à la Haute Cour de justice ;
- 2° L'élection de deux membres du Sénat de la Communauté.

Ces scrutins sont secrets.

L'Assemblée voudra sans doute y procéder simultanément ? (*Assentiment.*)

Il en est ainsi décidé.

Des bulletins ont été imprimés au nom des candidats.

Seront considérés comme nuls les suffrages exprimés dans des enveloppes contenant plus d'un nom pour le scrutin relatif à la Haute Cour de justice, et plus de deux noms pour le scrutin relatif au Sénat de la Communauté.

Je rappelle, en outre :

1° Qu'en ce qui concerne l'élection d'un juge titulaire à la Haute Cour de justice :

La majorité absolue des membres composant l'Assemblée est exigée à tous les tours de scrutin ;

2° Qu'en ce qui concerne l'élection de deux membres du Sénat de la Communauté :

Seront nuls, en application de l'article 28 du règlement, les suffrages exprimés dans des enveloppes contenant le nom d'un député non élu par les départements métropolitains.

La majorité absolue des suffrages exprimés est requise aux deux premiers tours de scrutin, au troisième tour la majorité relative suffit et, en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est nommé.

Je prie MM. les secrétaires de bien vouloir désigner deux d'entre eux pour présider les bureaux de vote installés dans les salles voisines.

Il va être procédé au tirage au sort de quatre de nos collègues qui procéderont à l'émargement des listes de votants.

(*Il est procédé au tirage au sort des scrutateurs.*)

M. le président. Sont désignés :

Pour le scrutin sur la Haute Cour de justice : MM. Sallenave et Sammarcelli ;

Pour le scrutin sur le Sénat de la Communauté : MM. Commenay et Mondon.

Les scrutins vont être annoncés dans le palais et seront ouverts dans cinq minutes.

Ils seront clos à seize heures cinq minutes.

— 5 —

PROJETS DE LOI CONCERNANT L'AGRICULTURE

Suite de la discussion générale commune.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion générale commune :

- du projet de loi d'orientation agricole, n° 565, 594, 596 ;
- du projet de loi de programme relatif aux investissements agricoles, n° 564, 593, 601 ;
- du projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles, n° 561, 598 ;
- du projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales, à certains échanges et cession d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements, n° 562, 597 ;
- du projet de loi relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille, n° 560 ;
- du projet de loi relatif à la création de parcs nationaux, n° 568, 595 ;
- du projet de loi de finances, rectificative pour 1960, n° 563, 592, 600.

Voici les temps de parole encore disponibles dans cette discussion générale :

- Gouvernement, 1 heure 15 minutes ;
- Commissions, 5 minutes ;
- Groupe de l'union pour la nouvelle République, 2 heures 35 minutes ;
- Groupe des indépendants et paysans d'action sociale, 2 heures 5 minutes ;

Groupe des républicains populaires et du centre démocratique, 1 heure 30 minutes ;
 Groupe socialiste, 1 heure 10 minutes ;
 Groupe de l'entente démocratique, 30 minutes ;
 Groupe de l'unité de la République, 20 minutes ;
 Isolés, 25 minutes.

Dans la suite de la discussion générale, la parole est à M. Béguin. (Applaudissements à droite.)

M. André Béguin. Monsieur le ministre, pour formuler un jugement sur la série de projets de loi agricoles dont vous avez saisi le Parlement, je dirai qu'ils représentent un effort non négligeable pour améliorer la situation sociale des agriculteurs. Il ne me paraît pas qu'ils apportent un remède quelconque à leur situation économique.

Vous avez eu le souci de placer l'agriculteur au milieu de structures plus modernes, d'améliorer sa condition sociale. Si du moins vous acceptez la plus grande partie des amendements proposés par nos commissions, vous aurez fait un pas dans le sens du progrès social de la paysannerie. Je ne vois rien, par contre, qui manifeste un progrès sur le plan économique.

Les plus défavorisés vont, je l'espère, voir leur sort amélioré, ceux qui sont moins bien équipés, ceux qui cultivent des terres trop morcelées, ceux qui sont le plus à l'écart de la technique moderne, vont pouvoir progresser quelque peu, au moins avec le temps.

Mais vous n'apportez aucun remède à ce qui constitue cependant le fond du malaise paysan, le déséquilibre financier des exploitations.

Vous proposez des palliatifs aux situations les plus choquantes, aux retards les plus évidents. Vous n'apportez pas les solutions économiques qui, seules, permettraient de ramener dans nos campagnes le minimum de prospérité auquel elles ont droit.

Ce minimum de prospérité, elles ne peuvent le trouver — les chiffres vous le prouvent — que par une revalorisation des prix à la production. Le retard des prix à la production est tel qu'aucune aide indirecte, qu'il s'agisse des facilités de crédit, des assurances sociales, de l'amélioration des équipements publics, ne peut dispenser de l'effort, indispensable désormais, que doivent consentir l'Etat et la nation pour la revalorisation de ces prix.

On a dépouillé récemment les comptabilités de 8.000 à 10.000 exploitations agricoles. On a découvert que la gestion des deux tiers d'entre elles se trouvait en déficit. Or, il s'agissait d'exploitations évoluées, de dimensions et de structures tout à fait normales, suivies par des conseillers agricoles et dirigées par des hommes dynamiques. Autrement dit, le sort des exploitations moins favorisées est à proprement parler catastrophique.

Les statistiques du Crédit agricole permettent de faire les mêmes constatations et encore n'y est-il question que des exploitations les plus difficiles, qui n'ont même pas la possibilité de s'endetter auprès des caisses de crédit, car elles ne peuvent produire les garanties suffisantes !

Plus des deux tiers de nos exploitations familiales ne peuvent donc équilibrer leur bilan. Elles ne subsistent qu'en renonçant à leurs investissements ou en limitant les achats d'engrais, cependant indispensables au progrès de la productivité.

Comment pourrait-il en être autrement puisque dans tous les pays étrangers la situation serait la même si les prix des produits agricoles à la production n'étaient pas plus élevés ?

Les études qui ont été faites permettent de comparer les recettes brutes des exploitations françaises à celles des exploitations des pays voisins. Pour des exploitations comparables aux nôtres, de 17 à 80 hectares — vous voyez, monsieur le ministre, que nous n'avons pas choisi les plus petites que vous prétendez non viables — et pratiquant la polyculture et l'élevage, les recettes brutes, en 1958, étaient supérieures aux nôtres de 10 p. 100 aux Pays-Bas, de 20 p. 100 en Belgique, de 22 p. 100 en Italie et de 25 p. 100 en Allemagne.

Malgré le blocage de ses prix au-dessous du minimum nécessaire à l'équilibre d'exploitation, notre agriculture a dû suivre le courant technique et faire face, dans les dix dernières années, à la substitution totale de la traction mécanique à la traction animale. Le prix de revient de la viande s'en est obligatoirement trouvé majoré ; l'animal ne sert plus au travail, il ne produit que de la viande et du lait et n'est amorti que par la vente de ces deux produits. Le prix des produits végétaux doit permettre désormais de couvrir intégralement les frais d'amortissement des machines comme les prix des produits animaux doivent couvrir intégralement les frais de la production animale.

Aucun problème de structure ne peut masquer cette réalité fondamentale : celle des prix. Ces prix sont à un niveau tel qu'il n'est pas question pour l'agriculture de possibilités d'auto-financement, de marges attrayantes pour les capitaux. Elle demande

seulement que ses prix couvrent ses frais généraux et rémunèrent son travail.

Comment une revendication si simple a-t-elle tant de mal à recevoir satisfaction ?

Nous savons bien que le prix des produits agricoles est l'élément de base du coût de la vie dont dépend le coût de la main-d'œuvre industrielle et, par le fait même, le caractère concurrentiel de notre industrie. En demandant aux agriculteurs de nourrir à bon marché la main-d'œuvre industrielle, l'Etat donne à l'industrie française une prime sur les industries concurrentes des pays voisins.

Comment ne voit-on pas qu'ainsi a été créée une économie artificielle et que cette situation ne pourra pas durer ?

Il faut payer chaque chose à son prix ; c'est un principe économique auquel on ne peut pas toujours échapper.

Monsieur le ministre, votre gouvernement a voulu, il y a quelques mois, l'opération vérité. Il n'a pas hésité, au risque de faire augmenter le coût de la vie, à supprimer des subventions aux produits alimentaires.

Nous vous demandons d'aller jusqu'au bout de cette idée et de tenter, pour les prix à la production, une nouvelle opération vérité, en nous permettant de vendre nos produits à leur prix de revient même si, dans cette hypothèse, notre industrie doit faire, elle aussi, un effort d'adaptation.

Notre industrie est vigoureuse ; elle est devenue largement exportatrice. Pourquoi ne serait-elle pas capable de payer à l'agriculteur des prix normaux tout comme les industries allemande, hollandaise, italienne ou belge ? Le Marché commun vous l'imposera d'ailleurs bientôt, vous le savez bien.

Vous serez obligés, dans les années à venir, d'augmenter de 20 p. 100 à 30 p. 100 les prix de nos céréales pour les aligner sur ceux de nos voisins.

Notre industrie a dû consentir depuis deux ans, pour se préparer au Marché commun, des efforts considérables qu'elle a su mener à bien et qui, dans la plupart des secteurs, la placent aujourd'hui dans une situation tout à fait concurrentielle.

Vous devez faire les mêmes efforts pour l'agriculture qui affrontera demain les mêmes concurrences, notamment européennes. Vous devez la débarrasser de charges fiscales qui pèsent injustement sur elle, telles que le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée qui porte sur les engrais, les produits anticytologiques, le matériel agricole.

C'est un handicap de l'ordre de cent milliards de francs que l'agriculture subit et qu'elle ne peut récupérer comme peut le faire l'industrie, handicap qui l'empêche de vendre nombre de ses produits à des prix concurrentiels, à l'échelle non seulement européenne mais même mondiale.

Le potentiel de notre agriculture est tel qu'au premier rang de nos préoccupations vous devez penser à l'écoulement de ses produits, tant en France vers l'industrie, au moyen de contrats de longue durée, qu'à l'étranger, où leur exportation devrait être possible dans quelques années étant donné l'évolution démographique mondiale.

Abaissement des coûts de production, amélioration des prix agricoles à la production permettront de revenir à une rentabilité agricole positive. Aucun effort social, aucune aide indirecte, aucune facilité collective ne peut remplacer cette exigence fondamentale.

Aucun raisonnement, aucune fausse prudence ne peut vous y faire échapper. Les exigences des hommes de la campagne ne sont rien d'autre, aujourd'hui, que les exigences de la réalité économique.

Avant de terminer, monsieur le ministre, je voudrais attirer votre attention sur une calamité qui vient de frapper une nouvelle fois nombre de viticulteurs. Notre viticulture, déjà si éprouvée au cours des années passées, vient de subir l'assaut du gel et, bien qu'on ne puisse encore déterminer les dégâts — les estimations sont impossibles — certaines régions sont très touchées. Je m'excuse de parler de la mienne, qui a été touchée à 30 p. 100. J'estime, monsieur le ministre, qu'il faudrait accorder certaines satisfactions aux viticulteurs frappés par cette nouvelle calamité. (Applaudissements à droite.)

M. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. Voulez-vous me permettre de vous interroger ?

M. André Béguin. Je vous en prie, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Plusieurs membres de l'Assemblée nationale ont déjà signalé comme vous-même, monsieur le député, les dégâts très réels subis récemment par les cultures par suite des conditions atmosphériques défavorables.

Je signale que certains articles du code rural offrent déjà certaines possibilités d'aide aux sinistrés, mais ils ne donnent qu'en partie satisfaction aux milieux ruraux. C'est un problème beaucoup plus vaste et beaucoup plus complexe qui se pose

l'établissement d'une réglementation en matière d'indemnisation des calamités agricoles.

J'ai eu l'honneur de préciser l'autre jour devant la commission de la production et des échanges, à la demande de son président, M. Lemaire, quel jugement pouvait être porté sur les textes actuels et j'avais signalé que les projets de loi qui vous sont soumis ne sont que les premières pierres d'un édifice qu'il s'agira de construire ensuite avec l'accord du Parlement.

Parmi les pierres que nous avons à apporter à l'édifice figure précisément, si vous me permettez cette image, celle de la réglementation en matière de calamités agricoles.

Dans l'hypothèse où se confirmerait expérimentalement le bien-fondé des modifications que nous avons apportées à l'ancien fonds de garantie mutuelle, en lui substituant le budget annexe d'orientation et de protection des productions agricoles, on pourrait peut-être envisager ultérieurement de fixer à ce budget un objectif particulier relatif aux calamités agricoles.

Réserve doit être faite, bien sûr, de la définition qu'il convient de donner à ces calamités, de la délimitation des risques à couvrir : toute une série de problèmes se posent qui ne sont pas pour l'instant résolus mais dont j'avais l'honneur d'entretenir l'Assemblée au cours de sa précédente session.

Si ces problèmes ne sont pas encore résolus, c'est qu'ils sont complexes. En fait, les données de ces problèmes proviennent des statistiques sur les calamités passées et c'est sur ces données que nous devons nous fonder pour tenter de prévoir les mesures propres à remédier aux inconvénients de nouvelles calamités.

Il est difficile d'aller au delà de l'application de l'article 675 du code rural que vous connaissez, tant que ne seront pas terminées ces études préalables qui sont en cours en liaison d'ailleurs avec les organismes privés intéressés également au problème.

M. André Bégouin. Monsieur le ministre, je vous remercie et je prends acte de vos explications. (Applaudissements.)

M. le président. Pour rétablir l'ordre normal des présidences, la séance est suspendue.

(La séance, suspendue à quinze heures trente minutes, est reprise à quinze heures trente-cinq minutes, sous la présidence de M. Saïd Boualam.)

PRESIDENCE DE M. SAÏD BOULAM, vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

Dans la suite de la discussion générale, la parole est à M. Laurent.

M. Bernard Laurent. Monsieur le ministre de l'agriculture, mes chers collègues, au milieu de cette deuxième journée de discussion générale, tout a été dit et devait l'être sur les problèmes économiques généraux qui sont à la base du malaise agricole.

Aussi voudrais-je limiter mon intervention à un problème plus particulier : celui de l'assurance-maladie.

Je n'ai certes pas l'intention, parlant avant le rapporteur, d'aller sur ses brisées. C'est pourquoi je me bornerai volontairement, dans un exposé aussi bref que possible, à traiter trois points de ce projet qui me paraissent essentiels : les prestations, le financement et la gestion.

Ce projet est un de ceux qui, dans les masses agricoles, avaient suscité les plus grands espoirs. Faut-il dire qu'il provoque aujourd'hui une certaine déception ?

Voyons tout de suite le problème des prestations.

Vous nous avez dit récemment, monsieur le ministre de l'agriculture, que ce texte était un point de départ et qu'il fallait — et vous avez raison — préférer un texte imparfait à l'absence de texte.

Il est bien certain qu'hier, aujourd'hui encore, l'ensemble des exploitants agricoles, des aides familiaux non salariés — à part les bénéficiaires des assurances facultatives — ne sont garantis par aucune loi sociale contre la maladie.

Vous nous avez présenté ce texte comme une étape qui, dans votre esprit, je le sais, doit être aussi brève que possible, une sorte de point de départ, de base d'édifice sur laquelle on construira — nous l'espérons comme vous — une assurance vraiment complète comme elle existe depuis de nombreuses années déjà au service d'autres professions, dans d'autres secteurs sociaux.

Malgré tout, on peut se demander si, compte tenu de certaines insuffisances, le texte qui nous est proposé est vraiment capable de représenter une base ou si, au contraire, spécialement à l'égard des intéressés eux-mêmes, il ne risque pas de devenir une pierre d'achoppement.

En effet, certains vont se trouver assujettis à une assurance obligatoire qui leur apportera des garanties plus faibles que

celles que leur procuraient jusqu'à présent des assurances facultatives. Sur le plan pratique, et plus encore sous l'aspect psychologique, cela est très grave. (Applaudissements au centre gauche.)

Qu'apporte donc le projet sur le plan des prestations ? Il garantit les risques courus par les enfants, dans la limite d'un âge qui sera précisé par décret et que vous nous avez dit ne pas devoir, au début, dépasser dix ans ; il garantit contre les accidents, tout au moins ceux qui ne sont pas des accidents du travail ; il garantit contre les maladies entraînant à la fois interventions chirurgicales et hospitalisation et, enfin, un certain nombre de maladies dont la liste sera établie par décret. Vous nous avez dit qu'il s'agissait du diabète, de la sclérose en plaques, de la maladie de Parkinson. Peut-être quelques autres maladies pourraient encore s'ajouter à cette liste : il serait indispensable que les maladies mentales, le cancer, la tuberculose, y fussent comprises.

Mais lorsqu'un exploitant agricole ou un de ses aides familiaux qui aura cotisé arrivera, après une maladie, au stade des prestations, il risquera, dans maintes occasions, de ne pas être remboursé. Je sais bien qu'il y a des impératifs financiers. Je ne les ignore pas. Mais je pense qu'il y aurait, dès le départ, un effort à faire, sans lequel l'insuffisance de la nouvelle assurance serait réellement dramatique.

Si cet effort doit être financièrement limité, il faut qu'il porte avant tout sur les enfants. Il faudrait admettre que les enfants des exploitants agricoles soient garantis dans les mêmes conditions que le sont ceux des salariés de l'agriculture, c'est-à-dire qu'ils soient couverts d'une façon complète jusqu'à 14 ou 15 ans, jusqu'à 17 ans s'ils achèvent leur formation par un apprentissage, jusqu'à 20 ans s'ils continuent leurs études. Cela apporterait déjà une satisfaction qui, quoique partielle, permettrait d'attendre les étapes ultérieures que vous nous avez promises.

Un second problème, est posé par le financement.

Vous nous l'avez dit, monsieur le ministre de l'agriculture, ce qui empêche l'aménagement d'une assurance complète est en relation avec les possibilités financières et de l'Etat et des exploitants agricoles. Qu'il me soit permis de dire qu'il eût été peut-être souhaitable d'établir une assurance, sinon complète, tout au moins plus complète, en demandant à l'un et aux autres un effort supplémentaire, car les paysans, bien qu'insuffisamment peut-être, se soignent aujourd'hui, appellent le médecin. Cela représente pour eux une charge, pour eux directement s'ils ne sont pas pris en charge par l'aide médicale, pour l'aide médicale si, au contraire, l'exiguité de leur exploitation les fait secourir par cette organisation.

Dans un cas comme dans l'autre, pour eux ou pour l'Etat la charge financière existe. Il ne s'agirait, somme toute, que d'un transfert de charges, mais non pas tellement, peut-être, d'une augmentation globale.

Il est bien certain que ce problème financier a été, en quelque sorte, l'arrêt qui a empêché d'établir une assurance complète. Je sais bien qu'elle aurait coté entre 900 et 1.100 millions de nouveaux francs suivant les franchises qu'on aurait pu instituer. Vous nous offrez une assurance dont le coût estimé serait de l'ordre de 465 millions de nouveaux francs, avec une participation de l'Etat de 115 millions. Il s'agit là, pensons-nous, et je crois que l'ensemble de la profession agricole le ressentira très durement, d'un effort manifestement insuffisant et qui va devoir de très grands espoirs qui s'étaient fait jour depuis quelque temps. (Applaudissements au centre gauche et sur divers bancs.)

Bien sûr, l'idéal serait que l'agriculture, comme les autres professions, comme les autres catégories sociales, puisse assumer ses propres charges et ses propres risques. Voyez-vous, lorsque les paysans réclament une aide de l'Etat, ce n'est pas de gaieté de cœur, car ils en ont assez d'être de perpétuels mendiants et de tendre continuellement la main.

Ce qu'ils veulent, c'est pouvoir inclure leurs charges sociales dans les prix de leurs produits, de même que les autres charges sociales sont incluses dans les prix, ceux des produits industriels notamment. Je crois que, pour l'avenir — un avenir peut-être encore lointain, mais dans le cadre d'une évolution économique permettant de rendre à l'agriculture, dans l'économie du pays, sa juste place — l'inclusion des charges sociales dans les prix des produits, soit directement à la ferme pour une part, soit indirectement sous forme de taxes parafiscales, devrait être un des objectifs de toute politique agricole bien conduite.

Dans le présent, quel est le financement prévu à la charge des assujettis ?

Il est basé sur des cotisations qui, à mon sens, devraient être strictement familiales. Le projet prévoit que sont garantis par la cotisation, soit du chef de famille exploitant agricole, soit du chef de famille aide familial, les enfants de moins de seize ans. Il faudrait que le conjoint fût également exempté de cotisation et que la cotisation fût réellement familiale, aussi bien pour l'exploitant que pour ses aides familiaux non salariés.

Une exonération est prévue en faveur des agriculteurs qui se trouvent les plus défavorisés parce qu'ils exploitent des fermes dont le revenu cadastral est très bas. On ne peut que saluer le désir du Gouvernement d'introduire dans ce texte le principe d'une solidarité entre les familles paysannes. Mais il faut aller plus loin. Le projet qui nous est soumis a deux inconvénients et, tout d'abord, celui de prévoir une dégressivité en échelle qui créera, en certaines occasions, des situations particulièrement injustes.

Monsieur le ministre, vous avez déclaré que les exploitations dont le revenu cadastral est égal ou supérieur à mille nouveaux francs pourraient être imposées, au titre de la nouvelle assurance, d'une cotisation de 270 nouveaux francs. Les exploitations dont le revenu cadastral est inférieur à mille nouveaux francs, devraient prendre en charge une cotisation de 180 nouveaux francs.

Cette dégressivité — ou, en sens inverse, cette progressivité en échelle — présente le grave inconvénient d'établir une différence trop grande entre l'exploitant d'une ferme dont le revenu cadastral est de 999 nouveaux francs et celui dont la ferme représente un revenu cadastral de mille nouveaux francs. Aussi serait-il souhaitable, afin d'éviter de brusques coupures, d'introduire une notion de progressivité véritable suivant une courbe régulière et non en ligne brisée.

Je pense que nous aurons l'occasion, tout au long de la discussion du projet de loi d'assurance-maladie des non-salariés de l'agriculture, de revenir sur cette notion de revenu cadastral qui est assez discutée dans les milieux agricoles, car, en fait, elle constitue beaucoup plus une base de valeur locative qu'une base de revenu réel de l'exploitation. Mais je ne développerai pas ce point; nous aurons, je le répète, l'occasion d'y revenir plus longuement.

Reste le problème de la gestion.

On a beaucoup discuté sur les notions de pluralisme et d'unicité et il faut dire, quoi que prétendent certains, que les professionnels de l'agriculture sont, eux aussi, très divisés sur ce problème et ne sont pas tous partisans du pluralisme.

Le projet que vous nous présentez, monsieur le ministre, doit donner satisfaction à tous ceux qui sont susceptibles d'accepter une solution de compromis.

Il s'agit là d'une unicité suffisamment souple, qui donne à tous les organismes mutualistes la possibilité de participer à la gestion ou tout au moins au fonctionnement de la nouvelle assurance. Je crois que cette solution est susceptible d'emporter une très large adhésion dans cette Assemblée.

M. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture. Voulez-vous me permettre de vous interrompre, Monsieur Laurent ?

M. Bernard Laurent. Volontiers.

M. le ministre de l'agriculture. Je vous en remercie et je confirme le schéma que vous venez d'évoquer.

Je me réserve, bien entendu, d'y revenir avec beaucoup de détails lors de la discussion du projet en cause; mais, d'ores et déjà, je puis approuver vos paroles. (Applaudissements sur de nombreux bancs.)

M. Bernard Laurent. En conclusion, ce projet, assorti de quelques améliorations indispensables, peut effectivement représenter un immense espoir pour l'agriculture, dùt-il en coûter quelques milliards de plus.

Je sais bien, monsieur le ministre, que vous avez déjà fait des efforts considérables dans ce sens, mais que vous devez compter avec notre grand argentier qui, quelquefois...

M. le ministre de l'agriculture. Il a, lui aussi, ses problèmes !

M. Bernard Laurent. Je ne le méconnais pas. Mais de tous les projets qui nous sont soumis, celui-là est le seul qui, demain, peut avoir des incidences directes sur la vie des paysans, et il serait vraiment dommage qu'il ne leur apportât pas de satisfactions tangibles.

« A l'heure actuelle, l'agriculture vit dans un climat pénible. Elle risque, demain, de se livrer — il faut être réaliste — à des gestes de colère.

Les quelques satisfactions que vous pourriez lui accorder permettraient d'amener un peu de calme dans nos campagnes et d'éviter — je l'espère — la pire. (Applaudissements au centre gauche et sur divers bancs au centre et à droite.)

M. le président. La parole est à M. Trémolet de Villers. (Applaudissements à droite.)

M. Henri Trémolet de Villers. Monsieur le ministre, je suis heureux de pouvoir placer en exergue de mon intervention ces phrases que vous prononcez voilà quelques jours : « Certains nous accusent de vouloir déporter systématiquement les agriculteurs. Nous voulons, au contraire, maintenir à la terre une main-d'œuvre aussi importante que possible. Le problème est, pour nous, humain plus qu'économique ».

Je m'en réjouis parce que mon intervention concerne précisément la population rurale: la plus défavorisée, celle des départements les moins équipés parmi ceux qu'on qualifie de sous-développés, c'est-à-dire les régions de montagne.

L'exemple que je connais le mieux — celui de la Lozère — s'il est le plus typique est évidemment très loin d'être unique et le problème qui s'y pose d'une façon suraiguë s'étend à d'autres départements. Il devient même, par sa gravité, un problème national.

Selon l'institut national de la statistique, dans 26 départements situés en montagne et dans le Sud-Ouest le revenu annuel de l'agriculteur est inférieur à 300.000 francs anciens, ce qui montre, tout à la fois, les difficultés générales de la profession, la menace qui pèse sur diverses régions et la grande misère de certaines d'entre elles.

Car, pour ces dernières, le malaise qui justifie les revendications du monde paysan est aggravé par des conditions particulières, au point que si des mesures exceptionnelles n'étaient pas prises sans retard, les projets d'ensemble, si parfaits soient-ils, se révéleraient plus nocifs qu'utiles. Elles verraient, en effet, augmenter l'infériorité dont elles souffrent.

C'est de ces régions que je vous parlerai, pour vous demander de les sauver, car c'est à la fois nécessaire et possible.

M. le ministre de l'agriculture. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur Trémolet de Villers ?

M. Henri Trémolet de Villers. Bien volontiers.

M. le ministre de l'agriculture. Je vous en remercie.

Les problèmes d'économie rurale de montagne font l'objet d'une attention particulière du ministre de l'agriculture.

Si le ministre de l'agriculture, vous le savez, s'est opposé à la création d'un institut d'études des économies de montagne, il a par contre donné son accord à la création de groupes d'études qui examineront régionalement les problèmes spécifiques qui se posent à des économies précisément caractérisées par les phénomènes que vous venez de décrire.

Je vous prie de m'excuser de vous avoir interrompu au début de votre exposé, mais je voulais vous signaler que je vais étudier ces questions avec une toute particulière attention, étant précisés qu'à chaque région souffrant actuellement d'un sous-développement rural particulier s'appliquera une politique spécifique que le Gouvernement tentera d'adapter pour faire face aux problèmes proprement régionaux.

Le groupe d'études des économies rurales de montagne déjà créé intéresse la région alpine, de la Haute-Savoie et de la Savoie aux Hautes-Alpes et aux Basses-Alpes, mais d'autres groupes suivront. Les régions du Centre, notamment, qui constituent des zones rurales sous-développées, par comparaison, bien entendu, avec les autres, feront l'objet de préoccupations particulières du Gouvernement et spécialement du ministre de l'agriculture.

M. Henri Trémolet de Villers. Monsieur le ministre, je vous remercie vivement de la précision que vous venez de donner et qui confirme ce que vous indiquez hier à M. Dumas, précisément au sujet de la création de groupes spéciaux d'études des économies rurales de montagne.

Cela démontre, tout à la fois, que le Gouvernement a saisi parfaitement le problème de l'exode rural, qu'évoque à nouveau notre collègue M. Le Bault de La Morinière dans son excellent rapport, et confirme le soin particulier que vous voulez apporter à ces régions, dont, d'ailleurs, M. le Premier ministre disait qu'on leur devait un hommage particulier pour le tribut inouï qu'elles avaient apporté à la défense de la patrie et des libertés. On pourrait dire aussi les services qu'elles ont rendus, aux jours difficiles de la guerre et de l'occupation, et qu'elles continuent de rendre aux populations urbaines qu'elles engendrent, nourrissent et revivifient.

Je vous remercie, monsieur le ministre, mais je dois insister après de vous, représentant le Gouvernement, au sujet des mesures exceptionnelles qui doivent être prises en dehors de ces projets d'études et qui doivent aboutir pratiquement à considérer ces régions comme devant bénéficier d'un statut particulier.

J'insiste sur cet aspect de la question parce que se dessine un mouvement qui pourrait être dangereux, mais qui peut être aussi extrêmement bénéfique.

Le 21 avril, réunis à l'appel de leurs organisations professionnelles, les maires et paysans lozériens ont adopté diverse motions dont j'extrais ces lignes lourdes de sens :

« Persuadés que ce pays peut être rénové, mais qu'il est impossible que l'agriculture lozérienne s'en tire seule, faute des mesures citées plus haut, faute d'une aide massive et totale ils prendraient alors, en connaissance de cause, la seule mesure qui leur resterait. En prenant eux-mêmes la tête de l'exode rural ils organisent l'émigration totale de ce pays ».

C'est extrêmement grave.

Et ils proposent un programme dont vous aurez connaissance, puisque ces motions vous seront certainement transmises, en indiquant que s'il est mis en application ils s'engagent solennellement à collaborer de toute leur énergie à sa réussite ; mais ils se déclarent opposés à toute mesure partielle et incomplète qui ne résoudrait rien, ne ferait que gaspiller les deniers de l'Etat et entretiendrait de vaines illusions.

Le projet que vous venez de nous exposer, monsieur le ministre, révélera certainement les moyens qui peuvent être arrêtés. Si des sacrifices doivent être consentis, ils le seront, mais il n'est pas douteux qu'on peut sauver ces régions, car l'anémie dont elles souffrent ne vient pas d'un défaut de conformation, mais du retard qui a été causé par une négligence constante à leur égard.

Nous savons que l'effort y est rentable. Dans de nombreux domaines, d'ailleurs, une renaissance se manifeste et les hommes qui y vivent, surtout les jeunes, dans les chambres d'agriculture, les fédérations d'exploitants, les C. E. T. A., les coopératives, ont fourni un travail considérable, ont sacrifié leurs loisirs, engagé leurs rares économies ; mais ils savent — et nous savons avec eux — que leurs sacrifices ne peuvent se poursuivre indéfiniment et qu'ils ont besoin, très vite, de l'appui total des pouvoirs publics.

Nous avons pris connaissance avec intérêt des textes que vous avez déposés et, précisément pour les régions dont il s'agit, quatre idées particulières sont à retenir concernant les parcs nationaux, le tourisme, le reboisement, les zones spéciales d'action rurale.

La création des parcs nationaux, initiative intéressante, comme le soulignait M. Dumas, constitue une réalisation qui, si elle peut être bénéfique, suppose cependant des garanties, notamment, bien entendu, que les populations ne soient pas sacrifiées sans contrepartie au plaisir d'autrui. M. Dumas, au surplus, a présenté des observations sur l'exposé des motifs et les textes. Je voudrais vous dire, avec lui, combien nous souhaitons quelques apaisements et des assurances plus étendues et plus précises. Nous voudrions qu'il soit bien entendu que l'Etat ne laissera pas se poursuivre la dépopulation de zones importantes pour n'y laisser survivre, aux fins de meubler les rêves des citoyens, que la légende d'une « Belle au bois dormant » ou le souvenir de la « Bête du Gévaudan ».

Nous sommes quelque peu inquiets parce qu'il semble, à lire le texte, que les mesures d'ordre social, économique et culturel à prendre dans la zone périphérique seraient surtout orientées dans le sens de la protection du parc.

Nous voudrions aussi que des décisions nouvelles apportent aux populations des garanties susceptibles d'assurer leur maintien sur place en échange des sujétions auxquelles on les soumettra.

Vous avez également dit l'intention du Gouvernement de développer, dans les zones insuffisamment peuplées, le tourisme et les industries complémentaires de l'agriculture.

Ce dessein recueille notre adhésion complète, mais ce qui lui manque pour réussir de même qu'aux autres réalisations que vous projetez, c'est essentiellement, si je puis dire, l'infrastructure. Vous examinerez certainement ce problème quand vous irez plus avant dans la détermination du rôle que vous entendez confier à ces zones spéciales d'action rurale dont nous saluons l'institution. M. le Premier ministre a déclaré qu'il espère d'une telle initiative des résultats plus rentables que ceux que l'on a obtenus avec l'ancienne réglementation des zones critiques complétée, au début de l'année 1959, par celle des zones spéciales de conversion. Mais il ne nous a donné aucune précision sur les dispositions à venir et l'exposé des motifs n'est pas plus détaillé que le texte même des articles 18 et 19 qui annoncent pour ces zones une priorité dans la répartition des investissements publics.

La commission a d'ailleurs, à ce propos, adopté une modification ; elle a estimé que la pléthore était aussi dangereuse parfois que l'extrême dénuement et, regroupant les deux sortes de zones, elle a déclaré, dans un texte unique, que la priorité dans les investissements publics serait fonction des besoins.

Nous supposons donc qu'on commencera par les régions dont la situation est tragique. Nous ne voudrions pas, étant donné toutes les avanies dont nous avons été, jusqu'ici victimes, que l'on nous dise que nous ne sommes ni surpeuplés, ni sous-peuplés et que, dès lors, les dispositions prises ne peuvent pas s'appliquer à notre région. Ce serait la condamnation de nos villages mais aussi certainement une lourde erreur car on perdrait là un capital rural qu'il est indispensable de préserver pour le présent et pour l'avenir.

Je tiens ici à remercier particulièrement M. Charpentier, rapporteur pour avis, qui a souligné la situation particulière des régions montagneuses où se posent des problèmes sociaux et humains difficiles à résoudre, et je voudrais, en quelques mots, attirer votre attention sur les répercussions rigoureuses qu'ont, sur nos régions, les mesures d'ensemble prises sur le plan national.

Certes, monsieur le ministre, vous êtes bien convaincu, et il est inutile que j'y insiste, que la Lozère, par exemple, a peu de

points de similitude, sur le plan économique, avec la Seine ou le département de Seine-et-Oise. Mais il est plus difficile de savoir combien, sans qu'on n'y prenne garde précisément, des mesures administratives édictées pour tous peuvent être inadéquates et souvent nocives pour certains. Il faut, en effet, bien connaître nos régions pour savoir à quel point elles sont en retard en dépit de tous les efforts qui ont été faits par les gens qui y vivent. Je sais, par exemple, des hameaux situés dans une région relativement fertile, dont l'essor est arrêté parce qu'aucun véhicule automobile n'y peut accéder. Le ramasseur ne passant pas, le lait est gaspillé ; en l'absence d'un boulanger, les habitants cuisent leur pain ; nul entrepreneur ne peut réparer les maisons et le médecin doit venir à pied.

Lorsqu'on alerte l'administration, elle répond que le programme de 1955 est sur le point d'être exécuté et que si la commune veut avoir satisfaction, avant cinq ou six ans, il lui appartient de prendre elle-même les mesures nécessaires, et cela probablement parce que, sur le plan national, le désenclavement est un problème oublié.

Il en va de même pour l'eau courante. Les nouvelles dispositions qui ont été prises vont mettre les petites communes dans l'impossibilité de réaliser leurs projets. Par exemple, vous avez décidé qu'il ne serait plus tenu compte des ressources des communes pour l'attribution des subventions. Les communes ne pourront plus emprunter au Crédit agricole à 3 p. 100 sur trente ans et elles devront s'adresser à un autre organisme qui leur consentira des prêts au taux de 5,5 p. 100 remboursables en vingt ans. Les habitants seront donc, pour un temps encore indéfini, privés d'eau. Ils seront d'ailleurs également privés de lumière tandis qu'Electricité de France captera leurs rivières pour mettre l'énergie au service de régions plus riches et plus lointaines.

Monsieur le ministre, je me permets d'attirer votre attention à la fois sur l'insuffisance du programme et sur les répartitions prévues.

Je ne crois pas que le Gouvernement fasse un grand cadeau à l'agriculture en inscrivant à son crédit des investissements industriels ou commerciaux ni, surtout, en reconduisant pour trois ans des crédits destinés à l'électrification, très inférieurs à ceux qui seraient nécessaires. De surcroît, le souci, en soi justifié, que vous avez manifesté, d'accélérer les travaux de renforcement à des conséquences très préjudiciables pour les écarts non encore électrifiés. Ces crédits de renforcement ont été augmentés, en effet, au détriment de l'extension des lignes.

Je vous donne l'exemple de mon département qui recevait l'année dernière 110 millions, alors qu'il lui en aurait fallu 200, et à qui l'on attribue 50 millions pour 1960.

Si votre programme devait se poursuivre pendant trois ans dans les mêmes conditions, nous n'aurions alors pour toute satisfaction qu'une perte annuelle de 60 millions sur un crédit qui était déjà insuffisant.

Tout est d'ailleurs à l'avenant. Vous savez que les transports deviennent extrêmement difficiles dans nos campagnes. Tandis que, dans nombre de villes, la multitude des voitures particulières s'accroît parfaitement des services de gares bien desservies et de multiples lignes d'autocars, il est des régions où, sur une ligne lointaine, une fois par jour, la S. N. C. F. fait passer un express, qu'elle refuse d'ailleurs d'arrêter dans une gare qui desservirait cinq cantons. Les transports s'opèrent à l'aide de modestes autobus appartenant à des entreprises dont la trésorerie était aidée par une subvention des P. T. T. au titre du transport des dépêches. Mais, à l'occasion d'une réorganisation, sur le plan général, sans doute, l'administration des P. T. T. a décidé de procéder elle-même, avec efficacité, d'ailleurs, à ces transports et a supprimé les subventions. Alors, les transporteurs de nos campagnes se tournent vers les communes déjà exsangues et leur demandent de remplacer par des subventions les sommes que donnait l'administration des postes. C'est absolument impossible et voilà encore une autre cause d'affaiblissement de la vie sociale et économique de nos campagnes.

Les gens, cependant, étaient reslés parce que la terre peut assurer leur subsistance et parce qu'ils espéraient n'être pas toujours oubliés, mais voici le dernier coup de plus en plus fréquent : la fermeture de l'école, faute de maîtres pour si peu d'élèves, dans des locaux si pitoyables ! Alors, les parents qui avaient jusque-là supporté tant de choses quittaient le pays parce qu'ils ne peuvent pas se séparer de leurs petits. Il ne reste que des vieux et la maison s'écroulera dès qu'ils auront disparu.

Il ne s'agit pas là de littérature, monsieur le ministre, mais de la vie de tous les jours.

Du département de la Lozère, qui compte à peine 80.000 habitants, partaient, bon an mal an, environ un millier de personnes, jeunes gens, jeunes filles, jeunes ménages. On estime que ce chiffre annuel est passé maintenant à 1.200 personnes.

Si respectables que soient les projets qui sont présentés, il est certain que ce n'est pas la modification du chapitre 5 du titre I^{er}

du livre 1^{er} du code rural qui arrangerait les choses, devrait-elle leur apporter des immensités de terres incultes récupérables.

Ce qui leur fait défaut, c'est moins la terre — ils en ont souvent trop — que cet équipement fondamental que constituent les chemins, l'eau, la lumière et le téléphone.

Je peux vous citer l'exemple, vieux d'un an à peine, d'un homme obligé de conduire un tracteur pendant cinq heures, par des chemins impossibles, pour aller chercher un médecin et le ramener au chevet de son voisin victime d'un accident qui s'est d'ailleurs révélé mortel, parce qu'il n'avait pas le téléphone.

De nombreux écarts sont encore dans cette situation.

Je vous soumets ces réflexions, monsieur le ministre, et je vous assure que je n'exagère pas. Tout manque en de nombreux points et pourtant des gens sont encore là. S'ils sont restés alors qu'ils n'avaient rien, ne pensez-vous pas qu'ils resteraient plus facilement et en plus grand nombre lorsqu'un équipement moderne aura rendu leurs efforts plus aisés et plus rentables ?

Il est démontré maintenant, après les explications que vous nous avez fournies, que vous n'opposez absolument pas d'objection de principe à la vie rurale en montagne, bien au contraire. On ne peut pas davantage lui opposer une objection financière si l'on considère certaines données dont je dirai maintenant quelques mots.

S'il est vrai, par exemple, que tels grands travaux coûteront finalement cent milliards de francs pour la conversion et la mise en valeur de 100.000 hectares environ, soit un million à l'hectare, j'affirme sans crainte qu'à moitié prix, et même beaucoup moins, on tirerait plus grand profit, pour la collectivité, de 100.000 hectares judicieusement choisis dans n'importe quel département de montagne. Si une dépense de cent milliards de francs apparaît justifiée en tel endroit, la moitié ou le quart ne peuvent pas paraître exorbitants ailleurs.

Il est un second motif que je veux exposer, avec toutes les précautions nécessaires, parce que j'estime qu'on ne doit pas le céler : la République doit, par priorité, réserver à ses fils dans le besoin l'aide qu'elle dispense largement à ceux qui se sont détachés d'elle.

Que la métropole consente des sacrifices pour les provinces et les départements d'outre-mer, c'est normal et juste, dès lors surtout que les territoires qui en bénéficient demeurent dans l'unité française ; que la métropole aide, dans toute la mesure du possible, les pays sous-développés, c'est bien aussi. Mais elle ne doit pas oublier que les besoins des régions pauvres situées sur notre sol passent avant. On ne doit pas oublier que la charité est une vertu bien ordonnée qui commence par soi-même et, au surplus, s'appauvrit au profit d'autrui au risque de se mettre dans la situation de ne pouvoir aider personne.

Le troisième motif qui me paraît déterminant tient au coût même de l'exode rural. Me fondant sur les indications qui m'ont été données je ferai état de mon argumentation avec les réserves nécessaires qui s'imposent lorsqu'il s'agit de statistiques. L'installation nouvelle du travailleur déraciné aurait été évaluée, voici quelques années, en ce qui concerne les investissements nécessaires, à 6 ou 7 millions de francs. Je retiens le chiffre inférieur, celui de 6 millions. Je considère aussi qu'un millier de Lozériens quittent chaque année le département, bien que, on l'a vu, ce chiffre soit aujourd'hui plus important. Restons très au-dessous de la réalité et considérons que la moitié seulement d'entre eux sont des travailleurs. Si vous faites le compte comme je l'ai fait, monsieur le ministre, vous arrivez, pour ces travailleurs déracinés, à un chiffre de trois milliards d'investissements par an, pour l'exode d'un seul département, et l'opération est à répéter pour nombre d'autres régions. Eh bien ! nous ne sommes pas exigeants. Si vous nous attribuez seulement le tiers de cette somme et seulement pendant cinq ans, je crois pouvoir affirmer que le département le plus pauvre de France sera riche et utile à la collectivité au lieu de déperir et de coûter un argent fou.

Alors, je vous en supplie, comprenez l'angoisse des régions de montagne ; entendez leur cri de détresse et puisse le Gouvernement y répondre par les mesures de salut qui s'imposent. Il en sera remercié dès maintenant mais, je crois pouvoir le dire, bien plus encore dans l'avenir et non seulement par les populations intéressées mais par le pays tout entier car celui-ci a compris que la longue patience des paysans n'a pas fait d'eux des citoyens d'une classe inférieure et que leur promotion doit s'accomplir sans que leur soit imposé un véritable saut dans l'inconnu avec tous les dangers que cela comporte. (Applaudissements.)

M. Jeannil Dumortier. Me permettez-vous, monsieur Trémolet de Villers, de dire quelques mots après votre intervention ?

M. Henri Trémolet de Villers. Volontiers.

M. le président. Avec la permission de M. Trémolet de Villers, la parole est à M. Dumortier.

M. Jeannil Dumortier. Je vous remercie, monsieur le président.

Mon propos, qui sera bref, tend à appuyer avec force le passage de l'intervention de notre collègue concernant la suppression de certaines lignes de chemins de fer.

Ce que nous avons fait, à diverses reprises, sous la précédente législature, à la commission des transports, est repris aujourd'hui, au nom de la commission de la production et des échanges, par notre collègue M. Rey, rapporteur des questions concernant les chemins de fer : nous soulignons combien il est dangereux de démanteler le réseau de Freycinet. Alors que l'on voulait seulement réduire le déficit des chemins de fer, on provoque la désertion des campagnes — phénomène que vous avez à bon droit souligné, mon cher collègue — on intensifie l'exode vers les villes et, en certaines régions, on met un terme à la vie rurale.

La commission des transports de la précédente législature a, durant trois années, attiré l'attention des gouvernements sur cet angoissant problème. Je pense que l'avis, sur ce point, de la commission de la production et des échanges est également unanime depuis le début de cette législature.

Voilà ce que je voulais souligner, monsieur Trémolet de Villers, en donnant sur ce point mon plein accord à votre exposé.

M. le président. La parole est à M. Raymond Rethoré. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. Raymond Rethoré. Monsieur le ministre, mes chers collègues, le problème paysan est simple : si vous voulez que la terre de France cesse de se dépeupler, il faut donner à ceux qui la cultivent des prix rémunérateurs et les avantages qui sont la marque de notre civilisation.

Au moment, monsieur le ministre, où la France entre dans le Marché commun, comment ferez-vous admettre que le blé français soit coté 3.800 francs le quintal, le blé allemand 4.500 francs et le blé italien 6.000 francs ?

Longtemps, une propagande inspirée a fait s'accréditer la légende que nos prétentions étaient insoutenables, que nos prix étaient supérieurs à ceux de l'étranger. Aujourd'hui, il n'est personne tant soit peu informé qui ne sache que nos produits sont les plus mal payés et que les paysans allemands ou italiens ne voudraient pas voir appliquer chez eux les prix qui sont de règle chez nous.

Il n'y a pas de miracle allemand ou de miracle italien. Le paysan français n'a rien perdu de ses anciennes vertus, mais il lutte avec des armes inégales. Donnez-lui les mêmes qu'en Allemagne ou en Italie et il cessera de désertir une terre qui a toujours pour lui le même attrait, mais qui ne le nourrit plus.

Pour se moderniser, il a emprunté au Crédit agricole. Comment pourrait-il payer les intérêts avec des prix qui ne sont plus rémunérateurs ?

Certes, votre programme n'est pas négligeable, mais il vous faut l'amender pour qu'il nous donne satisfaction. Il a le défaut, avant tout, d'être à longue échéance. En attendant qu'il porte ses fruits, il faut que le paysan vive, et ce sur un niveau égal à celui des autres citoyens.

On a lancé le mot d'indexation des prix. Le paysan ne tient pas à ce mot et ce n'est pas une querelle de termes qu'il vous cherche. Nous souhaitons que les prix se stabilisent. Mais si, par malheur, ils venaient demain à monter, refuseriez-vous aux seuls paysans ce que vous accorderiez avec juste raison aux salariés, grâce au salaire minimum interprofessionnel garanti, et ce que, déjà, vous accordez aux souscripteurs de vos emprunts indexés ?

Si, comme nous le souhaitons, la monnaie se stabilise, que risquez-vous donc, monsieur le ministre ?

Accorder au paysan l'indexation ou son équivalence, ce ne serait que lui donner une satisfaction morale. Le sentiment de la justice est gravé au cœur de chaque homme. Comment ferez-vous accepter, sans heurter ce sentiment, que l'industrie bénéficie d'une détaxation de plus de 300 milliards d'anciens francs alors que les produits agricoles ne sont détaxés que de 30 milliards ?

Ce que nous vous demandons, ce n'est pas une faveur ou un traitement privilégié, mais un acte de justice, celui d'accorder à la terre de France, à égalité de population, ce que vous donnez à d'autres.

Qui donc pourrait s'insurger contre cette naturelle prétention ?

Le blé valait 197,50 francs le quintal en 1939. La cotisation trimestrielle aux assurances sociales était, à la même époque, de 60 francs pour un homme : un quintal de blé en payait un peu plus de trois trimestres. A l'heure actuelle, la même cotisation est passée de 60 à 12.600 francs. Le quintal de blé vaut 3.800 francs : il en faut quatre pour payer un trimestre de cotisation.

Les gouvernements n'ont jamais eu la même balance pour peser ce que touche le paysan et ce qu'il paie.

La France a toujours su se montrer généreuse. Ne le sera-t-elle pas qu'à l'égard de ses seuls paysans ?

M. le Président de la République a dit, à diverses reprises, que nous devrions aider les nations sous-développées. Mais pourquoi, au lieu d'accorder cette aide en argent, ne la donnerions-nous pas en produits agricoles ? Il est de par le monde des millions d'hommes qui ne se nourrissent pas à leur faim. Pensez-vous que ce serait diminuer la portée de notre solidarité si nous leur cédions du blé au lieu d'argent ? Du même coup, nous viendrions en aide à nos producteurs et nous ferions disparaître la menace des excédents.

Trop souvent, les ministres de l'agriculture, vos prédécesseurs, n'ont été dans les mains du pouvoir que les berceurs de la crédulité paysanne. Ne soyez pas comme eux !

Aujourd'hui, trop d'espérances déçues nous ont appris à ne plus croire aux mots ou aux promesses. Nous attendons des actes, et, dans l'immédiat, les plus simples sont les meilleurs car les paysans ont une égale défiance des théoriciens et des théories. La garantie de prix rémunérateurs est à la base de nos revendications, et en défendant le sort des ruraux, c'est celui de tous les Français que nous avons le sentiment légitime de défendre.

C'est une vérité première qu'il ne peut y avoir de prospérité à la ville dans la pauvreté de la campagne. Et, pourtant, un s'insurge contre elle !

Le licenciement intervenu hier de 560 ouvriers de la C. I. M. A. de Saint-Dizier, usine qui fabrique des machines agricoles, est une preuve nouvelle et attristante de cette vérité : l'appauvrissement de la campagne ne permet pas d'écouler les produits que l'on fabrique à la ville et qui sont destinés aux ruraux. C'est là un enseignement qui devrait faire tomber les préventions de ceux qui jusque-là nous ont été opposés. (*Applaudissements à gauche et au centre.*)

M. le président. La parole est à M. Orvoen. (*Applaudissements au centre gauche.*)

M. Louis Orvoen. Monsieur le ministre, mes chers collègues, l'ensemble de la nation a pris conscience de la gravité de la situation de l'agriculture française. Elle sent qu'une révolution formidable, tant sur le plan social que sur le plan technique, se fait dans l'un des secteurs essentiels de l'économie française et que l'équilibre politique et économique du pays dépend de la direction que prendra ce phénomène révolutionnaire.

Depuis des mois, la révolte grande sur les campagnes, les manifestations parties du Finistère ont gagné la France entière et partout la colère paysanne s'est manifestée.

Vous avez, monsieur le ministre, indiqué au début de votre exposé les causes du malaise paysan. Votre analyse est pertinente, mais vous n'avez pas beaucoup insisté sur la suppression des décrets de septembre et d'octobre 1957 qui prévoyaient l'indexation des prix agricoles. Et, cependant, il faut le reconnaître, cette suppression a été à l'origine des manifestations que nous avons connues ces derniers mois.

Ces décrets étaient l'armature essentielle d'une politique qui, certes, n'était pas exempte de critiques, mais qui, du moins, avait le mérite d'exister. Depuis dix-huit mois aucune politique de remplacement n'a été préconisée et les décrets du 3 mars, au lieu de dissiper les inquiétudes, n'ont fait que les aggraver. Cependant, nombreux sont les parlementaires qui vous avaient prévenu.

La situation actuelle est grave parce que le paysan a perdu confiance. Ce ne sont pas seulement les conséquences matérielles de la suppression de l'indexation des prix qui ont choqué et même exaspéré l'opinion agricole, c'est avant tout le fait de la promesse non tenue et de l'injustice délibérément consacrée qui l'a révoltée. Le premier objectif du Gouvernement doit donc être de reconquérir auprès des ruraux la confiance qu'il a perdue ; car à quoi serviraient des textes de loi, même excellents, s'ils n'étaient pas appliqués dans un esprit de loyale collaboration ?

Les projets du Gouvernement, le discours du Premier ministre et votre exposé, monsieur le ministre, ont, en partie, détendu l'atmosphère, mais une grande inquiétude et une certaine méfiance persistent. Vous pouvez et vous devez les dissiper.

Agissez d'urgence sur les prix, modifiez le décret du 3 mars, acceptez la nouvelle rédaction de l'article 24 du projet de loi sur l'orientation telle qu'elle a été proposée par la commission de la production et des échanges.

Nos prix agricoles sont, à une ou deux exceptions près, les plus bas d'Europe. L'accélération nécessaire de la mise en place du Marché commun exige une harmonisation des prix à l'intérieur de la Communauté, car ce n'est qu'une fois la confiance retrouvée que vous pourrez mettre sur pied une véritable politique agricole. (*Applaudissements au centre gauche.*)

Les projets du Gouvernement ne sont pas parfaits, mais ils peuvent améliorer la situation des agriculteurs et éviter que

ne s'aggrave la disparité qui existe entre travailleurs des campagnes et travailleurs des villes. Il doit être reconnu solennellement aux agriculteurs, dans une charte agricole, le droit d'avoir un niveau de vie équivalent à celui des travailleurs des autres secteurs économiques.

L'agriculture a dans l'économie générale une mission à remplir, celle de produire les denrées nécessaires à la nourriture des hommes et fournir des matières premières à l'industrie. Pour assurer cette mission, elle doit avoir un objectif de production.

Le temps du libéralisme est passé. Le laisser-aller, le laisser-faire vont à l'encontre des intérêts de l'agriculture et de la petite exploitation. Cette orientation de la production doit être fixée par l'Etat, après consultation des organismes professionnels, dans des plans successifs.

Une telle politique suppose une connaissance exacte du potentiel agricole de notre pays. Des statistiques établies d'une façon scientifique s'imposent.

Connaissant sa mission et les objectifs qui lui sont imposés dans le cadre de l'économie générale, l'agriculture sait où elle va.

En contrepartie de ce service rendu à l'économie générale, l'Etat doit garantir aux cultivateurs un salaire égal à celui des autres travailleurs et une protection sociale identique.

Le métier de paysan n'est plus un état de vie. C'est une fonction dans une société devenue complexe où la tâche principale du paysan est de nourrir les hommes. Dans cette société complexe, tout groupe qui exerce une fonction n'a de chance d'obtenir sa place que s'il produit mieux et à meilleur prix.

Pour obtenir la parité des revenus et des niveaux de vie, il faut d'abord que certaines exploitations sous-développées fassent un effort dans le sens de la productivité.

De l'ensemble des études économiques se dégagent deux principes fondamentaux en matière agricole : d'une part, obtenir une meilleure utilisation des ressources naturelles et humaines mises en œuvre dans le secteur agricole de l'économie ; d'autre part, assurer le plus d'égalité et de justice possible.

La situation de l'agriculture est complexe. Cette activité est composée de deux mondes juxtaposés : l'agriculture qui marche avec le progrès, composée d'exploitations productives, efficaces, et puis, à côté, une autre agriculture qui, elle, n'a pas suivi le progrès, qui vit dans la misère, souvent en dépit d'un travail considérable.

Une véritable politique agricole doit être le chemin de l'espoir pour tous les cultivateurs, et non seulement pour les plus évolués. (*Applaudissements au centre gauche et sur plusieurs bancs à droite.*)

La lutte contre la sous-productivité des exploitations en retard doit s'engager. L'enseignement agricole, la vulgarisation, une politique de crédit, l'aménagement foncier et la décentralisation industrielle sont de nature à résoudre ce problème.

Vous connaissez tous l'importance de l'enseignement agricole. Plusieurs de nos collègues en ont parlé avec beaucoup d'éloquence. Je souhaite seulement que les crédits soient suffisants pour permettre à tous les enfants de cultivateurs de recevoir une formation professionnelle.

J'insisterai davantage sur l'aménagement foncier. Trop longtemps, en France, le remembrement a été privé de moyens financiers et aussi — reconnaissons-le — de techniciens capables de l'entreprendre d'une façon rationnelle. En augmentant les crédits, le Gouvernement permettra à un grand nombre d'exploitations d'augmenter leur rentabilité.

La structure familiale de l'exploitation du sol doit être maintenue et sauvegardée. Toutes les exploitations ne peuvent pas hélas ! être conservées. C'est là un phénomène regrettable, mais qu'il est impossible d'empêcher.

La véritable défense de l'exploitation familiale consiste à rendre viables des entreprises qui sont, par leurs dimensions, leur situation et leurs structures, aptes à faire vivre une famille dans des conditions comparables à celles qui sont procurées par un revenu moyen dans les autres foyers.

Des transformations radicales sur le plan foncier s'imposent pour atteindre cet objectif. Ah ! dès que l'on aborde le problème foncier, la discussion, avouons-le, devient délicate. Il existe cependant de nombreux pays, tels que la Suède, la Hollande, l'Angleterre, qui passent pour des Etats respectueux de la liberté, où l'aménagement foncier a été entrepris avec succès.

Pour constituer et sauvegarder des unités de production de dimensions suffisantes, il faut réglementer la vente et la transmission des biens fonciers.

Dans certaines régions à fort peuplement, les terres atteignent des prix excessifs. Elles sont souvent achetées par des étrangers à la profession agricole. Une concentration anormale se manifeste, et l'on assiste à la disparition, les unes après les autres, d'exploitations viables.

La terre n'est pas seulement un capital mais un moyen de travail, et cet outil doit être adapté aux besoins.

Vous avez, monsieur le ministre, prévu des sociétés d'aménagement foncier. Elles doivent avoir la possibilité de se porter

acquéreur des terres ou des exploitations à vendre afin d'opérer des aménagements éventuels avant de les rétrocéder et elles doivent pouvoir en certaines circonstances bien déterminées bénéficier du droit de préemption.

Ces sociétés ne doivent pas faire de bénéficiaires. Poursuivant un but d'intérêt général, elles doivent être exonérées non seulement du droit de timbre et d'enregistrement, mais encore des droits de mutation et des taxes sur les sociétés.

Quand l'ouverture d'une succession intervient dans une famille paysanne, l'héritier qui demeure sur l'exploitation est contraint de s'endetter pour de nombreuses années. Vous proposez de porter à dix ans la période de paiement des soultes aux cohéritiers ; vous imposez à ces derniers un lourd sacrifice. Monsieur le ministre, il faudrait qu'ils puissent mobiliser une partie de leur créance auprès d'établissements de crédit publics ou de sociétés d'entraide foncière, sous forme d'effets de commerce. C'est d'ailleurs le sens d'un amendement que j'ai eu l'honneur de déposer avec un certain nombre de mes amis. Il serait également souhaitable que les droits de soultte soient diminués.

Enfin, le fait le plus grave pour les exploitations sous-développées est le chômage caché d'une main-d'œuvre trop nombreuse. Il faut prévoir l'utilisation productive de cette main-d'œuvre ; c'est tout le problème de l'aménagement du territoire, de la déconcentration industrielle et aussi des migrations rurales.

Chaque année, des dizaines de milliers de jeunes quittent la terre. Il serait souhaitable qu'ils trouvent du travail près de chez eux, de façon que, s'il se produit un exode agricole, il n'y ait pas d'exode rural.

Vous avez eu raison, monsieur le ministre, d'affirmer que ces migrations rurales, ces orientations de jeunes vers d'autres métiers devaient s'effectuer en respectant l'élémentaire dignité de l'homme.

La justice exige, d'autre part, que les cultivateurs aient un revenu et un niveau de vie égaux à ceux des autres travailleurs. Les prix agricoles sont le salaire du cultivateur et ils doivent être déterminés d'après le coût de la production agricole. La notion de prix de revient doit s'imposer avec les mêmes impératifs que pour les autres secteurs de l'économie française. Evoluant par nécessité, l'agriculture d'aujourd'hui ne produit plus ni son énergie, ni ses moyens de traction. Elle achète pour produire et doit vendre pour payer ses frais. Depuis dix ans, les C. E. T. A., les centres de gestion, les offices de comptabilité se sont attachés à la solution de ce problème et il est parfaitement possible aujourd'hui de dégager, par produit, un coût de production moyen correspondant aux situations normales et convenant à une moyenne d'exploitation. C'est vers cette notion de prix de revient qu'il faut de plus en plus s'orienter. Ceci n'exclut pas la notion de prix d'objectif destinés à favoriser l'expansion d'une production déterminée.

Aucune politique efficace des prix n'est possible sans une réorganisation rationnelle des marchés. Le projet n° 563 crée le fonds de régularisation et d'orientation des marchés agricoles. C'est un outil excellent. Il faut le rendre pratique et efficace de façon que ce soient les producteurs qui en bénéficient, ce qui n'a pas toujours été le cas dans le passé.

Une bonne commercialisation ne saurait exister sans des mesures de stockage. Depuis les quarante dernières années, les productions agricoles ont passé régulièrement par des périodes de surproduction et de déficit. Or, il est bien connu que liquider en période pléthorique est une opération financière aussi mauvaise que celle qui consiste à acheter sous l'emprise d'un besoin impérieux.

Si la justice exige l'égalité des salaires pour un travail égal, elle demande aussi l'égalité sociale : égalité pour les allocations familiales, égalité pour la sécurité sociale. Un système d'assurances sociales, dans une société moderne, se doit de couvrir tous les risques pour toute personne, grâce à la solidarité de tous les citoyens. En fait, à travers le problème des assurances sociales en agriculture, c'est aujourd'hui le problème de la garantie des revenus qui a été soulevé. Mon ami Bernard Laurent a exposé le point de vue de mes amis sur ce point. Je n'y reviendrai pas.

L'agriculture, monsieur le ministre, est entrée dans le rythme affolant du progrès technique dont nul ne sait où il va aboutir. Qui aurait pu prévoir, il y a vingt ans, lorsque le cheval régnait en maître incontesté, qu'il serait détrôné aujourd'hui par plus d'un million de tracteurs ?

Allons-nous vers des formules collectives comme en Union soviétique ou en Israël ? Allons-nous vers des formules de grandes sociétés capitalistes d'exploitation du sol comme il en existe quelques-unes aux Etats-Unis ? Ou réussirons-nous à sauvegarder l'exploitation de type familial qui a fait la forge de l'Europe et de la France en particulier ? (Applaudissements au centre et sur plusieurs bancs à droite.)

Voilà en fait le problème tel qu'il se pose. Nous pensons que l'exploitation de type familial doit être sauvegardée à tout prix,

car production et économie doivent être mises d'abord au service de l'homme et de sa famille.

L'aide de l'Etat est indispensable pour sauvegarder l'exploitation familiale ; mais les paysans eux-mêmes doivent également faire un effort. Le cultivateur isolé, travaillant seul, possesseur de nombreuses machines, est condamné. L'avenir est à l'entraide organisée, à l'exploitation en commun, à la spécialisation de chacun à l'intérieur d'un même groupe.

Seule l'entraide peut libérer le cultivateur et sa femme de cet esclavage du sol et leur permettre d'avoir des loisirs et de prendre des congés. Bien des préjugés doivent être vaincus, bien des routines délaissées. Mais ce n'est en définitive que par l'entraide et par la volonté des paysans eux-mêmes qu'on pourra sauver l'exploitation de type familial et la liberté des travailleurs de la terre. (Applaudissements au centre et à droite.)

M. le président. La parole est à M. Hauret. (Applaudissements à gauche.)

M. Robert Hauret. Monsieur le ministre, mes chers collègues, à ce point de la discussion, mon embarras est grand pour essayer de vous parler de quelque chose qui n'ait pas déjà été traité.

Je voudrais cependant vous entretenir de l'aspect psychologique du malaise paysan. Il n'a pas été, en effet, tenu compte, dans ce débat, de cet aspect presque sentimental de la question.

La profession d'agriculteur n'est pas un métier comme les autres. Elle oblige à une façon d'être, elle contraint à un comportement, à un genre de vie. Je dirai, au risque de contrarier mon collègue M. Orvoen, que c'est un état.

Le fait de vivre en permanence en contact avec la nature, de suivre plus que tous les saisons, de subir les caprices du climat contribue à faire de ce métier l'un des plus marqués par les servitudes. L'agriculteur le sait bien ; pourtant il aime son métier et c'est ce qui explique que les communes les plus modestes et les plus défavorisées voient encore une population s'y maintenir.

Mais l'amour-propre du paysan est blessé parce qu'il a souvent conscience de ne pas être compris de ceux pour qui il travaille. Quand on lui demande quelle est sa profession et qu'il répond « agriculteur » ou « paysan », il a l'impression — c'est peut-être un manque de confiance en lui — qu'un léger sourire vient sur les lèvres de l'interlocuteur. Admiration ou mépris, il est humilié. On ne sourit pas quand quelqu'un dit : je suis ajusteur, hôtelier, professeur ou commerçant.

La façon dont il vit joue également contre lui. Ses maisons sont fort vieilles et souvent mal entretenues. Le bon air n'est pas, à lui seul, une consolation. Devant le nombre misérable des logements construits dans les campagnes, il s'inquiète ; sa femme et ses enfants se demandent si, un jour, l'eau pourra venir jusqu'à leur évier.

Comment voulez-vous, monsieur le ministre, que les paysans n'aient pas un sentiment d'infériorité dans la nation, alors que nous ne pouvons pas encore dire à quel moment l'électricité leur sera donnée ? Je ne puis admettre que des centaines de foyers dans mon arrondissement, particulièrement dans les cantons les plus pauvres, et 200.000 foyers dans toute la France, d'après le rapport de la commission, n'aient pas, en 1960, l'espoir d'avoir cette élémentaire satisfaction : la lumière. (Applaudissements.)

Le jour où le paysan se décide à envoyer ses enfants au collège — car il veut, lui aussi, que ses enfants soient instruits — on lui refuse la bourse d'enseignement, car le capital foncier est supposé procurer un revenu suffisant, alors qu'il voit des familles plus aisées, appartenant à d'autres professions, bénéficier de cet avantage.

Son travail lui-même est le plus ingrat. Il suit, je l'ai dit, le caprice des saisons. Il doit utiliser sans limite la longueur du jour quand le temps presse, travailler dur et longuement quand souvent, pour les autres, la campagne est l'agréable refuge de vacances bien gagnées. Il ne peut donner à ses employés les salaires, les avantages, les loisirs dont bénéficient leurs frères utilisés dans les autres secteurs de l'économie. Il souffre de cette infériorité sociale.

Les vieux de l'agriculture continuent longtemps à travailler et beaucoup de nos collègues représentant des arrondissements entièrement ruraux seront d'accord avec moi pour reconnaître le drame de cette vieillesse. Souvent la petite maison que ces vieux agriculteurs possèdent et le lopin de terre qui l'entoure constituent une entrave à l'attribution de la totalité des avantages sociaux. La valeur de ce capital foncier est encore un obstacle. Mais, dans leur bon sens, les paysans ont depuis longtemps déjà répondu en disant que la cage ne suffit pas à nourrir l'oiseau.

Pour son travail, l'agriculteur s'est souvent endetté en investissements et en matériels coûteux. Ce faisant, il avait conscience d'être utile à la nation. Aujourd'hui peut-il croire à la reconnaissance du pays ?

Sa rémunération est constituée par la vente de sa récolte ; mais il n'est pas certain de récolter. Par ailleurs, la formation

des prix, vous le savez, lui échappe complètement. En une nuit de gel sa récolte peut être détruite ou endommagée gravement, nous le savons tous, mes chers collègues. L'orage, la sécheresse ou l'humidité peuvent anéantir ses meilleurs espoirs.

Dans ce domaine, le Parlement s'honorerait s'il parvenait à mettre sur pied une protection contre les calamités atmosphériques et je vous remercie, monsieur le ministre, des paroles d'espoir que vous venez de prononcer dans ce sens.

Souhaitons qu'une des prochaines pierres, comme on le disait tout à l'heure, de l'édifice social pour l'agriculture soit celle de la protection contre les calamités atmosphériques.

Il est courant d'entendre dire que l'agriculture est la première industrie du pays; mais il n'est pas un paysan, monsieur le ministre, qui n'ait conscience — et qui souffre — que votre ministère n'est pas le grand ministère de l'agriculture qu'il désiérerait et qui serait à la mesure de l'agriculture de la France.

Monsieur le ministre, je tenais à vous énumérer rapidement ces éléments qui marquent une faiblesse, une infériorité ou une incompréhension et qui font que l'amour-propre du paysan blessé est une des grandes causes du malaise actuel.

Je vous sais gré d'avoir accepté un article préliminaire rédigé par la commission de la production et des échanges et inséré dans le projet de loi d'orientation agricole. Cet article précise la place et le rôle de l'agriculture dans la nation. Cette affirmation devrait contribuer à faire renaître la confiance dans la mesure où elle sera une sorte de déclaration des droits.

Le second aspect du malaise est celui des prix. A ce moment de la discussion, tout a été dit, et je m'excuse de revenir sur ce point. Il est paradoxal de constater que les exploitations qui se sont modernisées sont aujourd'hui parmi les plus défavorisées économiquement. C'est la preuve manifeste que la vulgarisation, l'amélioration des structures, en un mot les progrès nécessaires, ne sont pas à eux seuls suffisants s'ils ne sont pas assortis d'une politique réaliste des prix.

Cet exemple prouve bien que le bénéfice de la productivité a échappé complètement à l'agriculteur; j'allais dire qu'il s'est retourné trop souvent contre lui.

Comment voulez-vous que l'agriculteur ne trouve pas choquant de constater que les énormes investissements faits dans les houillères, dans la potasse, dans l'industrie, pour accroître la production amènent quasi systématiquement des hausses de prix, alors que dans le secteur agricole l'augmentation de la production se traduit immanquablement par des baisses de prix? Il ne saurait y avoir longtemps deux poids et deux mesures.

L'ensemble important de textes soumis au Parlement a, dans les commissions, provoqué des études scrupuleuses. Rien ne s'inprovise, d'autant que — notre collègue M. Laurent l'a justement constaté — la profession n'est pas unanime dans sa désapprobation ou dans son approbation.

Si les choses avaient été si faciles, vos prédécesseurs, monsieur le ministre, n'auraient pas manqué de les résoudre.

L'urgence des problèmes ne saurait admettre, cependant, des solutions de précipitation. Ce n'est pas le cas, mais je pense très sincèrement que quelques jours supplémentaires d'étude et de réflexion en commission eussent été bénéfiques pour ceux dont nous entendons tous aujourd'hui améliorer la condition.

Mais le monde rural jugera la volonté du Gouvernement dans les mois qui viennent et pour l'avenir, non par les textes que vous nous soumettez actuellement, mais par l'effort qui sera fait pour rajuster les prix.

Monsieur le ministre, nous sommes sûrs que vous userez à cette occasion de votre autorité au sein du Gouvernement pour que l'agriculture, retrouvant enfin grâce à vous son souffle, retrouve par le fait même son calme. *(Applaudissements à gauche et au centre, au centre gauche et sur de nombreux bancs à droite.)*

M. le président. La séance est suspendue pendant quelques instants.

(La séance, suspendue à seize heures cinquante-cinq minutes, est reprise à dix-sept heures cinq minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

Dans la suite de la discussion, la parole est à M. Poudevigne.

M. Jean Poudevigne. Monsieur le ministre, mes chers collègues, il y a quelque quatre siècles, Montaigne écrivait: « Ne point vouloir connaître ses comptes pour ne pas savoir ses peines ». C'était un sage.

A son image, nos paysans l'ont été pendant longtemps, mais on les a si fortement incités à se préoccuper de productivité et de rentabilité qu'ils se sont mis à leur tour à faire leur bilan, à établir leurs comptes, et alors ils ont pris conscience de leurs peines.

L'acuité du malaise paysan actuel vient du fait que les agriculteurs d'aujourd'hui ne sont plus les éternels geignants déçus

par l'imagerie populaire d'hier, mais des hommes, des hommes jeunes surtout, qui ont des dossiers chiffrés à présenter et qui sont capables de démontrer, preuves à l'appui, que la situation qui leur est faite est intolérable.

Depuis deux jours, monsieur le ministre, vous écoutez, avec une patience et une attention auxquelles nous rendons tous hommages, la longue plainte des paysans, la longue complainte de la paysannerie française, et je voudrais à mon tour présenter quelques observations sur les projets qui sont soumis à notre approbation.

Je parlerai surtout, non pas de ce qu'ils contiennent, mais plus exactement de ce qu'ils ne contiennent pas, ce qui m'appellera à traiter successivement de la notion de prix de revient en agriculture, de la fixation des prix agricoles et de la sécurité en agriculture.

A ne pas s'équiper, l'agriculteur s'expose à mourir de vétusté; à s'équiper, il s'expose à faire faillite sous le poids de l'endettement. Cette définition n'est pas de moi, elle est de M. François-Valentin; sous sa forme lapidaire, elle définit bien le drame qui tient dans ce dilemme. En effet, ce qui frappe le plus, c'est que ce sont précisément les exploitations qui ont fait le plus grand effort de productivité, les plus « progressistes », si vous me permettez l'expression, qui sont les plus menacées et qui se trouvent le plus pénalisées sur le plan financier.

Comment donc expliquer cette contradiction? M. Lemaire nous a magistralement démontré hier combien la productivité en agriculture progressait moins vite que la productivité industrielle, mais il me permettra d'ajouter à la sienne une autre explication tirée de la notion de prix de revient, de coût de production, de la notion d'amortissement.

M. Orvoen nous a dit il y a quelques instants que l'agriculteur d'aujourd'hui n'a rien à voir avec l'agriculteur d'hier. Jadis, le paysan pratiquait l'autoconsommation; il vivait sur son sol; il produisait pour manger, et accessoirement il vendait ses surplus. Par conséquent, pour lui la notion de prix de revient ne jouait pas, et s'il vendait ses produits, c'était sur des marchés, dans la mesure, d'ailleurs, où il y avait des marchés.

A l'heure actuelle, nous le savons, le paysan s'est équipé et à cet égard il se trouve dans la même situation qu'un industriel. Il est bien obligé de faire ses comptes et il doit faire entrer dans le calcul de ses prix de revient les investissements qu'il a opérés, l'outillage qu'il a acheté.

Or, la question des investissements, si délicate, a été réglée dans l'industrie par l'institution de la taxe sur la valeur ajoutée. Loin de moi l'idée de critiquer cette taxe pour l'industrie, mais force est de constater qu'elle n'existe pas en agriculture. J'ajoute même qu'elle ne peut pas exister en agriculture, car si le producteur agricole est bien un producteur au sens économique du terme, il ne l'est pas au sens fiscal, et de là vient la confusion.

Le résultat de cette constatation, c'est que l'agriculteur fait les frais d'investissements qui ont acquitté des taxes, et il n'a pas le moyen de récupérer ces taxes, car la détaxe des matériels agricoles, qui apparaît comme un soutien à l'agriculture — alors qu'en réalité il n'y a pas de soutien du tout — est insuffisante. L'agriculteur est donc bien obligé d'inclure dans ses prix la charge de ses investissements.

J'en arrive ainsi à parler des prix. A cet égard, j'insiste sur le fait que jusqu'à ce jour les prix agricoles ont été fixés suivant ce que les économistes appellent la loi du marché. Nous connaissons des prix de marché, alors qu'il importe aujourd'hui, dans une agriculture moderne, de substituer à cette notion celle de prix de revient.

Les projets soumis à notre approbation contenant peu d'éclaircissements à ce sujet, je suis obligé de me replier sur ce que nous connaissons et de faire des constatations qui ne sont pas très encourageantes — je dirai même qu'elles sont inquiétantes — en ce qui concerne la conception gouvernementale en matière de prix.

Je prendrai deux exemples: les prix européens et l'indexation des prix agricoles.

La loi d'orientation fait état des prix européens; on nous indique que les prix seront fixés par référence aux prix moyens européens. Il importe alors, monsieur le ministre, de souligner qu'il existe en France deux agricultures; d'abord l'agriculture des grandes plaines du Nord, qui peut concurrencer valablement l'agriculture de nos partenaires européens parce que ses prix de revient et par conséquent ses prix de vente sont inférieurs à ceux des autres pays de la communauté économique européenne.

Mais il y a aussi une agriculture méditerranéenne, celle que j'ai l'honneur de représenter sur ces bancs, qui est la plus importante sur le plan géographique et doit tenir compte des conditions particulières de production de ses concurrents immédiats, notamment de l'Italie. A cet égard, monsieur le ministre, je me permets d'insister auprès de vous et je serais heureux que vous puissiez, dans les réponses que vous voudrez bien nous donner tout à l'heure, nous dire que vous avez bien l'inten-

tion de faire respecter toutes les clauses inscrites dans le traité de Rome, et notamment de faire jouer celles qui prévoient l'harmonisation des charges salariales et des charges sociales. Sans quoi, si nous passions outre à ces clauses qui ont été exigées par l'agriculture française, nous risquerions fort de ruiner toute l'agriculture méditerranéenne. (Applaudissements sur divers bancs.)

C'est d'autant plus vrai qu'il est question, pour des raisons politiques qu'il ne m'appartient pas de débattre aujourd'hui, d'inclure dans le marché commun, indépendamment de l'Italie, qui en fait déjà partie, la Turquie, la Grèce et l'Espagne.

La question que je vous ai posée, monsieur le ministre, est donc pour nous de toute première importance.

La deuxième constatation que je suis amené à faire en matière de prix a trait au décret du 3 mars. Ce qui m'a le plus frappé dans ce décret, c'est qu'il semble concrétiser la paupérisation de l'agriculture. En réservant au Gouvernement une marge d'appréciation de 40 p. 100, le décret du 3 mars a concrétisé cette dévaluation des produits agricoles, en lui assignant une limite de 40 p. 100.

Il y a là quelque chose de très regrettable, car si, bien sûr, le Gouvernement peut très bien ne pas faire jouer cette marge de 40 p. 100 qui a été laissée à sa discrétion, vous savez bien, monsieur le ministre, que vous vous heurtez toujours à des ministres, toujours les mêmes — mais ce n'est pas une question de personne — qui feront valoir certaines considérations d'ordre économique et financier.

Les paysans, comme tous, appellent la stabilité de tous leurs vœux, mais celle-ci ne dépend pas d'eux seuls. C'est pour cette raison qu'ils demandent à leur tour à bénéficier de ce qui existe pour plusieurs catégories sociales et qui fera l'objet du troisième terme de mon propos, à savoir la sécurité. Cette sécurité, nous l'abordons sur le plan social par les projets soumis à notre approbation, mais elle doit, à mes yeux, être assurée aussi sur le plan économique.

Répondant à M. Bégouin au début de cette séance, vous avez dit que le Gouvernement entend se préoccuper du problème angoissant des calamités agricoles.

Après ce qu'ont dit mes collègues, je n'insisterai pas sur le cataclysme qui s'est abattu dernièrement sur nos régions viticoles, et comme des cataclysmes s'abattent périodiquement et très régulièrement sur nous, il est indispensable que l'on supplée à ce qui a été fait jusqu'à présent, car la couverture individuelle du risque en cause est trop onéreuse. Trop peu de paysans peuvent s'assurer, parce qu'ils manquent de moyens.

Il faut donc prendre le relais, instituer une sorte d'assurance qui couvrira ces risques. Je sais que c'est un problème complexe et je vous remercie, monsieur le ministre, de nous avoir dit il y a quelques instants votre désir d'apporter très rapidement une solution à cette question, ce qui, je vous l'affirme, serait de nature à rassurer bien des paysans.

Mais cette sécurité ne doit pas seulement porter sur la couverture des calamités ; elle doit donner également, dans le domaine économique, ce que j'appellerai la certitude des débouchés. Or, le paysan, vous le savez bien, monsieur le ministre, est défavorisé par rapport aux autres catégories économiques, car il est un producteur individuel, un producteur individualiste, et il n'a pas la possibilité de procéder lui-même aux études de marchés.

C'est à la puissance publique, à votre ministère, monsieur le ministre, qu'il appartient de procéder aux études indispensables sans lesquelles on ne peut absolument rien faire, sans lesquelles il est impossible d'envisager une reconversion, de prévoir l'aménagement de grandes régions tel que nous le concevons actuellement.

Or, ces études n'ont jamais été complètement entreprises et je suis convaincu que si nous demandions à certains services ministériels — ce n'est pas une critique que je leur adresse, car la question est complexe — ce que sera la consommation des pommes ou la consommation du raisin dans une dizaine d'années, compte tenu des possibilités d'expansion dues à une publicité collective bien organisée, nous n'arriverions certainement pas à obtenir une réponse satisfaisante.

Cependant, ces études sont indispensables, sinon nous risquons de nous lancer dans des investissements qui resteraient stériles.

En effet, tous les jours nous nous faisons l'écho auprès de votre cabinet de difficultés rencontrées par certaines entreprises qui ont pourtant été créées à l'initiative de l'Etat. Récemment encore, monsieur le ministre, nous vous signalions qu'une filature de soie dans les Cévennes était menacée d'asphyxie parce qu'on avait l'intention — ceci n'a pas encore été rendu public — de supprimer dès le premier janvier 1961 l'aide à la sériciculture, ce qui aurait pour effet de condamner à mort les producteurs de vers à soie.

Je vous ai cité cet exemple. Je pourrais en citer beaucoup d'autres et notamment celui de la riziculture. On a investi quelque huit milliards pour créer une riziculture en France et aujourd'hui on entend certains services dire — je m'empresse d'indiquer que ce ne sont pas les vôtres, monsieur le ministre — qu'il y a trop de riz en France, que ce riz est produit dans des conditions qui n'ont rien à voir avec le prix international, alors que le prix international n'est rien d'autre qu'un prix de dumping. Tout cela doit disparaître et doit être remplacé par les études de marchés auxquelles je faisais allusion il y a un instant.

En conclusion, je vous dirai, monsieur le ministre, que l'agriculture française n'attend pas de vous des miracles, car nous savons très bien que le Gouvernement ne peut pas en faire. Mais nous attendons de vous l'affirmation d'une volonté, celle de donner une impulsion clairement définie et apte à détendre le climat agricole. Vous y parviendrez, monsieur le ministre, à deux conditions. La première, c'est que l'Etat, lorsqu'il a pris une décision, respecte ses propres engagements. Vous savez combien sont vindicatifs les viticulteurs que nous sommes quelques-uns à représenter sur ces bancs, mais je dois dire que leur ire est souvent justifiée, car le Gouvernement a pris des dispositions et des engagements que, quelques mois après, il s'est empressé de violer. Cela crée un malaise et cela doit disparaître.

La deuxième condition, monsieur le ministre, a trait à ce que j'appellerai l'humanisation des décisions de l'administration. En effet, au-delà des décisions que le Gouvernement prend il y a des hommes peut-être plus sensibles les uns que les autres, des hommes peut-être plus attachés les uns que les autres aux traditions. Ces hommes, monsieur le ministre, attendent que vous les conseilliez, mais, je vous en supplie, ne les brusquez pas ; orientez les, mais ne les dirigez pas ; évitez ces erreurs psychologiques qui leur paraissent quelque peu inhumaines.

Vous n'auriez fait que cela, monsieur le ministre, que vous auriez déjà bien mérité de l'agriculture. (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

M. le président. La parole est à M. Duchâteau. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. Fernand Duchâteau. Monsieur le ministre, mes chers collègues, mon propos se limitera à l'examen du projet relatif à l'enseignement agricole.

Le projet gouvernemental n'est pas une innovation. Il présente une lacune importante. Nous y relevons une erreur très grave de conséquences et une atteinte à la laïcité. (Exclamations à droite.)

Le projet n'est pas une innovation puisque quatre propositions de loi n'ont jamais vu le jour. L'une fut présentée par MM. Rincenc et Kléber Loustau, du groupe socialiste, le 19 janvier 1954, sous le n° 7638. Cette proposition tendait à organiser, d'une part l'enseignement du premier degré post-scolaire et ménager agricole, d'autre part la vulgarisation des connaissances agricoles. Cette proposition n'est jamais venue en discussion. Or on pouvait lire dans l'exposé des motifs ce que nous trouvons aujourd'hui en partie dans l'exposé des motifs du projet du Gouvernement :

« Le premier plan Monnet n'a pas atteint en agriculture l'objectif fixé. On s'est presque exclusivement préoccupé de l'équipement industriel et on a négligé le potentiel agricole de notre pays. Cependant, nul ne le conteste, la France peut produire et exporter davantage. Encore faut-il, pour atteindre ce résultat, accélérer la modernisation de l'agriculture et organiser notre économie agricole. Les progrès scientifiques dans le domaine agricole sont constants et rapides, les méthodes et le matériel en continuelle évolution. Il faut que les populations paysannes en soient informées et, aussi, qu'elles soient convaincues que celui qui a été instruit et formé techniquement a la possibilité de produire plus que celui qui a reçu seulement une formation empirique dans le cadre de l'entreprise familiale.

« Mais cette technique est l'une des plus compliquées qui soient. Elle fait appel aux sciences et aux arts les plus divers. Elle exige que l'agriculteur soit initié, par exemple, à la géologie, à la génétique, qu'il ait la connaissance des circuits commerciaux et du droit coopératif et qu'il soit capable de tenir son savoir à jour par la lecture d'un article de revue ou l'audition d'une conférence. En bref, il doit être capable de dominer son destin.

« Aussi bien, le respect dû à la condition humaine en général exige-t-il que la culture soit accessible à tous. C'est pourquoi le rapport de la commission ministérielle d'étude pour la réforme de l'enseignement déclare : « La formation du travailleur ne doit, en aucun cas, nuire à la formation de l'homme ; elle doit apparaître comme une spécialisation complémentaire d'un large développement humain. Dans un Etat démocratique où le travailleur est citoyen, il est indispensable que la spécialisation ne soit pas un obstacle à la compréhension de plus vastes problèmes et qu'une large et solide culture générale libère l'homme des étroites limitations du technicien.

« C'est donc dans le cadre d'une culture populaire paysanne d'ensemble qu'il convient d'envisager, de l'école à l'âge adulte, la formation des populations rurales.

« C'est pourquoi nous avons prévu un enseignement professionnel pour les jeunes, une vulgarisation pour les adultes faite à la fois de technique, de pratique et de culture générale. Ainsi pourrions-nous améliorer la vie paysanne, augmenter la productivité agricole et lutter contre l'exode rural.

« La formation professionnelle agricole doit comporter un enseignement de base destiné à donner aux jeunes apprentis les notions théoriques et techniques essentielles. Cet enseignement est assuré par les cours post-scolaires agricoles et ménagers agricoles. Les meilleurs élèves de ces cours doivent pouvoir recevoir un complément de formation.

« Enseignement de base de l'ensemble de la jeunesse paysanne, vulgarisation à l'intention des adultes doivent former l'échelon le plus avancé de la pénétration du progrès en agriculture. C'est pourquoi elles font l'objet de la proposition de loi que nous avons l'honneur de soumettre à l'Assemblée. »

Ne parlons donc pas, monsieur le ministre, d'innovation. Vous pourriez me rétorquer que cette proposition de loi ne prévoyait que l'organisation de l'enseignement post-scolaire et de l'enseignement ménager agricoles. Je me permettrai de vous répondre que c'était un commencement. Si cette organisation avait été réalisée, nous n'aurions pas, aujourd'hui, à la créer.

Il aurait suffi de l'aménager pour répondre aux nécessités actuelles de l'agriculture. Les fondations de l'immeuble auquel faisait allusion M. le ministre auraient déjà été construites il y a six ans et nous aurions pu envisager plus rapidement l'édification du rez-de-chaussée et par suite de l'ensemble de l'édifice.

De plus, ce projet présente une lacune importante. A ce sujet, je me permets de reprendre les observations formulées dans l'avis du Conseil économique.

« Le projet actuel — dit cet avis — ne fera sentir son plein effet que dans dix ans environ. Il faut donc prendre des mesures pour répondre aux besoins les plus urgents en matière d'enseignement et de formation professionnelle agricoles en développant dans l'immédiat les établissements existants et en leur donnant les moyens nécessaires, notamment dans le premier degré. »

Plus loin, il ajoute : « Cet enseignement doit être largement développé, ce qui suppose un effort particulier pour la formation des maîtres » ce qui n'est pas prévu dans le projet.

« L'enseignement agricole ne doit pas être un enseignement au rabais », dit encore le projet. Nos élèves ruraux, comme les enfants de nos villes doivent recevoir un enseignement primaire solide et tous les pédagogues savent que tout élève qui n'a pas une solide base primaire sera incapable de poursuivre ses études, même agricoles.

Luttons donc pour perfectionner cet enseignement. Luttons contre l'absentéisme des élèves ruraux en instituant le ramassage mais, comme l'a déjà dit un orateur, à la charge de l'Etat. Formons des maîtres particulièrement adaptés à leur future mission.

Mais il ne suffit pas de les former. Il est indispensable de les retenir à la campagne. Or, actuellement, les maîtres de nos campagnes se considèrent comme des maîtres au rabais car ils subissent un grave préjudice du fait des abattements de zone. La vie est aussi chère à la campagne qu'à la ville et certains de nos instituteurs gagnent 10.000 francs de moins par mois que leur collègues des villes, véritable iniquité contre laquelle nous protestons en demandant que soient supprimées le plus rapidement possible les zones de salaires.

Il faut encore donner les moyens financiers nécessaires aux établissements existants. Nous vous en proposerons dans une motion de renvoi où nous prévoyons le dégagement de 10 millions de nouveaux francs pour l'amélioration et le développement de l'enseignement agricole dans les classes du premier degré de l'enseignement public.

En outre, le projet commet à notre avis une grave erreur en mettant l'enseignement agricole des deuxième et troisième cycles sous la tutelle du ministre de l'agriculture.

Nous ne voulons pas minimiser votre autorité, monsieur le ministre, mais nous estimons que l'enseignement agricole doit rester sous le contrôle de M. le ministre de l'éducation nationale avec la collaboration de vos services, car, dans le cas contraire, vous porteriez atteinte au principe de l'unicité du ministère de l'éducation nationale qui doit avoir sous son contrôle tous les enseignements.

L'article 2 du projet est en contradiction avec l'exposé des motifs. En effet, ce dernier dit que l'enseignement agricole ne doit être ni un enseignement à part ni un enseignement au rabais.

Permettez-moi de vous faire remarquer qu'en le plaçant sous la tutelle de votre ministère vous le considérez comme un enseignement à part.

« L'enseignement agricole doit permettre à tous les degrés, technique, industriel et commercial. Alors, pourquoi ne pas le laisser sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale ?

Dans l'exposé des motifs, nous relevons encore d'autres contradictions. On y lit particulièrement : « L'enseignement agricole doit être mis en harmonie avec l'enseignement général et technique ».

« L'enseignement agricole doit permettre à tous les degrés, comme l'enseignement général et technique, toutes les orientations possibles ».

Il doit « exister un système de communication permanente entre l'enseignement agricole, l'enseignement technique et l'enseignement général ».

Et enfin, « l'enseignement agricole doit former, comme les autres ordres d'enseignement, l'homme, le citoyen et le producteur ».

Comment pouvez-vous admettre que ces conditions soient remplies si l'enseignement agricole ne dépend pas du ministère de l'éducation nationale ?

Avec la réforme de l'enseignement, on s'est efforcé de supprimer les cloisons presque étanches qui séparaient les différents ordres d'enseignement pour faciliter les orientations, créer le système de communication quand les trois cycles dépendaient du même ministre.

Or, dans le projet que nous discutons, vous édifiez non plus une cloison, mais une véritable muraille entre l'enseignement agricole et les autres enseignements.

Dans la pratique, vous allez vous heurter à des difficultés insurmontables au détriment des élèves du monde rural. Que d'avis va-t-il falloir solliciter pour passer d'un ministère à un autre ou pour transférer la bourse d'un élève qui voudra changer d'orientation !

Nous estimons que la formation technique et professionnelle doit faire l'objet de mesures d'ensemble, qu'elle doit être, quel que soit le secteur d'application considéré, liée à une formation générale à tous les degrés, qu'elle ne peut être dépendante des particularismes professionnels et que seul le ministre de l'éducation nationale est qualifié. Comme vous le réclamez dans l'exposé des motifs, l'enseignement agricole doit former, comme les autres ordres d'enseignement, ainsi que je l'énonçais tout à l'heure : l'homme, le citoyen et le producteur.

Si nous vous suivions, le ministre de la santé publique aurait le droit de réclamer l'organisation de l'enseignement des enfants inadaptés, le ministre de la production industrielle et du commerce celui de l'enseignement technique industriel et commercial. A ce sujet, n'existe-t-il pas un précédent ? C'est la loi du 25 juillet 1919, dite « loi Astier » relative à l'enseignement technique industriel et commercial dont l'article premier prévoyait que cet enseignement relevait du ministre du commerce et de l'industrie. Bientôt des difficultés surgirent; le législateur comprit qu'il avait commis une erreur et la loi du 29 juin 1920, par son article 6, transférait les attributions confiées au ministre du commerce au ministre de l'instruction publique et des beaux arts. Nous avons constaté qu'à partir de cette décision l'enseignement technique a pris un essor qu'il n'avait pas connu auparavant. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

C'est une raison de plus pour maintenir l'enseignement agricole sous la tutelle du ministre de l'éducation nationale.

Enfin, atteinte à la laïcité. (*Exclamations et rires à droite.*)

M. Fernand Darchicourt. Parfaitement !

M. Fernand Duchâteau. Cette atteinte avait déjà été marquée lors de la discussion du budget de l'éducation nationale quand M. le ministre de l'éducation nationale proposait la création de 300 postes d'instituteurs itinérants. La majorité s'était opposée à cette mesure et c'est grâce à la fermeté du ministre de l'éducation nationale de l'époque que la proposition fut maintenue. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

Une fois de plus, la majorité et le Gouvernement veulent officialiser l'enseignement privé ou plutôt l'enseignement catholique. Nous en trouvons une preuve dans l'article 7 du projet qui dispose :

« Les établissements d'enseignement privé ou de formation professionnelle agricole privée peuvent être reconnus par l'Etat sur leur demande. Les établissements reconnus par l'Etat peuvent bénéficier de l'aide financière de l'Etat sur les crédits ouverts au ministère de l'agriculture. »

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales est encore allée plus loin; elle a adopté un amendement qui transforme la possibilité de l'aide de l'Etat en une obligation...

M. Antoine Guiffon. Très bien !

M. Fernand Duchâteau. ... puisqu'il propose de remplacer l'expression « peuvent bénéficier » par le mot « bénéficient ».

M. Antoine Guiffon. Très bien !

M. Fernand Duchâteau. Si certains collègues trouvent que c'est fort bien, nous, nous protestons une nouvelle fois contre cette atteinte à la laïcité. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. Fernand Darchicourt. Nous en reparlerons dans quelque temps, monsieur Guiton!

M. Antoine Guiton. En Vendée, quand vous voudrez, j'espère que vous tiendrez le même langage que dans le passé.

M. Fernand Duchâteau. Nous avons voulu remplacer le mot « reconnu » par le mot « intégrés ». Notre amendement a été déclaré irrecevable en application de l'article 40. C'est pourquoi, lors de la discussion des articles, nous demanderons la suppression pure et simple de l'article 7.

Enfin, nous nous permettons d'observer que le ministre n'a pas cru bon de prendre en considération l'organisation pratique de l'enseignement agricole selon la proposition que le conseil supérieur de l'éducation nationale a adoptée par 44 voix contre 2 et 6 abstentions. Nous reprendrons également les éléments de ce contreprojet sous forme d'amendement.

Pour terminer, nous affirmons que les socialistes restent fidèlement attachés au principe de la laïcité, de cette laïcité que notre camarade Guy Mollet, en décembre dernier, définissait avec tant d'éloquence et de persuasion que l'Assemblée tout entière l'approuvait (*Applaudissements à l'extrême gauche*), de cette laïcité à laquelle dix millions d'électeurs, dont les paysans, viennent de prouver leur indéfectible fidélité, de cette laïcité que le parti socialiste défendra jusqu'à ce qu'elle redevenue la base de notre enseignement, afin d'assurer à toutes nos populations, y compris à notre paysannerie, le respect de la liberté de conscience, indispensable à la formation de l'homme, du producteur, du citoyen. (*Applaudissements à l'extrême gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Bourdellès.

M. Pierre Bourdellès. Monsieur le ministre, mes chers collègues, personne ne sera surpris qu'à ce point du débat soit évoquée une production agricole qui, jusqu'à cette année 1960, semblait totalement méconnue des pouvoirs publics et qui, cependant, se place au premier rang des productions françaises : l'aviculture.

Celle-ci réalise un chiffre d'affaires de 400 milliards d'anciens francs, qui dépasse en importance celui de l'industrie automobile et donne raison à la boutade selon laquelle, en France, la poule écrase l'automobile. (*Sourires.*)

La mévente des œufs et des poulets, s'ajoutant à d'autres prix de misère, a déclenché des manifestations parmi les paysans bretons pour qui l'aviculture constituait une ressource essentielle à l'équilibre des petites exploitations à main-d'œuvre familiale. Or, par une extraordinaire aberration, c'est dans ce secteur particulièrement fragile sur le plan économique et spécialement sensible sur le plan social que l'Etat a ouvert, sans beaucoup de discernement, les vannes des échanges avec les dix-sept pays de l'O. E. C. E.

Il existait bien pour la campagne 1959-1960 un prix indicatif, fixé à 23 fr. 50 l'œuf et accepté de bon gré par les aviculteurs. Les mandataires des Halles en ont-ils profité? Je l'ignore. En tout cas, le producteur, lui, a péniblement atteint la moyenne de 15 francs l'œuf pendant la saison d'hiver. Comment d'ailleurs en aurait-il été autrement, puisque les frontières ont toujours été grandes ouvertes aux œufs étrangers?

Il n'était pas difficile à l'aviculteur hollandais, par exemple, de concurrencer l'aviculteur français, celui-ci payant les aliments qu'il emploie 20 p. 100 plus cher que son concurrent des Pays-Bas, ce dernier bénéficiant, en outre, d'une aide indirecte du Gouvernement néerlandais qui pratique le dumping à l'exportation en violation des dispositions du traité de Rome.

Les parlementaires bretons ont à maintes reprises, durant cette période, alerté les pouvoirs publics. Mais il leur a été difficile de se faire entendre. Ce n'est, en effet, que tout récemment que M. le ministre de l'agriculture a enfin pris en faveur de l'aviculteur des mesures dont je le féliciterais tout de suite si j'étais persuadé qu'elles bénéficieraient réellement et pleinement aux producteurs.

En effet, le *Journal officiel* du 14 février dernier a publié deux textes. Le premier est un arrêté fixant les prix minima saisonniers des œufs. Ces prix sont trop bas par rapport au prix indicatif de 23 fr. 50 fixé pour la campagne 1960-1961, mais ils paraîtraient néanmoins suffisants au producteur qui sait tout l'effort qu'il doit apporter pour comprimer ses prix de revient s'il veut gagner sa place sur le marché européen. Ces prix, dis-je, seraient suffisants si le Gouvernement français, au lieu de réserver des primes très élevées à l'exportation des blés et des orges, en faisait profiter les aviculteurs français, grands consommateurs de blé et d'orge transformés.

Ne serait-il pas préférable, en effet, de nous mettre ainsi sur un plan d'égalité avec nos concurrents hollandais plutôt que

d'exporter à perte nos céréales qui alimentent, au sens littéral du mot, la compétition?

Le second texte établit un régime à l'importation des œufs. Les prix minima saisonniers qui viennent d'être fixés serviront de base à un système de péréquation de l'importation des œufs en provenance des pays membres de l'O. E. C. E.

Lorsque les cours des œufs d'importation rendus à Paris seront supérieurs aux cours fixés, cotation aux Halles, il leur sera appliqué une taxe compensatoire variable de façon à éviter que les cours intérieurs tombent au-dessous des prix fixés.

Ces mesures méritent d'être enregistrées favorablement, mais elles ne s'appliquent pas de mars à août et, surtout, ne vaudront que par la manière dont elles seront exécutées.

M. Albert Lalle. Très bien!

M. Pierre Bourdellès. La S. I. B. E. V. est chargée de leur application, mais les services du ministère de l'agriculture auront à donner leur avis chaque fois que cette taxe compensatoire sera appelée à intervenir. Monsieur le ministre, veillez à ce qu'ils le fassent loyalement et rapidement, sans quoi ce système, bon en soi, risque comme beaucoup d'autres de n'être d'aucun secours pour l'aviculture française.

Or, le producteur d'œufs compte beaucoup sur ces mesures pour le tirer de sa situation ruineuse. Il accepte de tenter un dernier essai, mais je vous préviens, monsieur le ministre, en ma qualité de représentant du premier département avicole de France, puisque les Côtes-du-Nord assurent le cinquième de la production nationale, c'est la dernière année et quand on ne produira plus d'œufs en France le consommateur verra le prix auquel il paiera le produit étranger.

C'est au moment où l'aviculture connaissait cette période désastreuse que la rue de Rivoli, avec un sens de l'inopportunité que nous lui connaissons dans certains autres domaines du secteur agricole, a inventé d'assujettir les élevages avicoles au plus mauvais des impôts, je veux dire la patente qui, tout le monde le reconnaît, est déjà critiquable quand elle s'applique aux industriels et aux commerçants. Mais croyez-vous qu'elle soit tolérable quand elle frappe un petit exploitant d'une dizaine d'hectares de terres souvent médiocres qui, pour faire vivre sa famille, s'occupe d'élever quelques centaines de poulets?

Comment, devant de telles initiatives, n'y aurait-il pas de réaction du bon sens paysan? Est-ce que les élevages ne sont pas déjà suffisamment taxés du fait que l'Etat impose des prix de cession du blé et du maïs, par exemple, qui mettent l'aviculture française en position d'infériorité vis-à-vis de la concurrence étrangère?

La suppression de tous les contingents, non seulement du Marché commun, mais de l'O. E. C. E., n'a-t-elle pas lourdement touché l'aviculture française?

De grâce, monsieur le ministre de l'agriculture, intervenez auprès de votre collègue des finances. Ce n'est pas le moment de transformer les aviculteurs exploitants agricoles en patentés.

Si la production des œufs a valu des déboires aux aviculteurs, l'élevage du poulet de chair s'est avéré plus catastrophique encore. Les aviculteurs sont découragés. Beaucoup ont déjà abandonné. Les petits sont ruinés; ceux pour qui l'élevage du poulet constituait une activité supplémentaire à l'exploitation familiale n'ont pas eu les réserves de trésorerie suffisantes qui leur auraient permis de passer le cap en attendant des temps que l'on espère bientôt meilleurs.

La raison de cette catastrophe, la voici : comme pour les œufs, les aliments trop chers, des importations intempestives en provenance de pays que nous ne pouvons pas concurrencer parce que les aliments y sont beaucoup moins cher. Il faut aussi que les aviculteurs le reconnaissent, la qualité médiocre ou irrégulière des poulets de chair a déterminé une désaffection croissante du consommateur.

Le ministère de l'agriculture vient de prendre des mesures ayant pour objet de limiter les importations. Des textes réglementent, en effet, l'importation des volailles en provenance des pays étrangers. Les règles sont différentes selon qu'il s'agit de pays membres de l'O. E. C. E. ou de pays appartenant au Marché commun.

Les volailles étaient jusqu'à maintenant libérées à l'importation. À l'égard des pays membres de l'O. E. C. E. ; elles sont désormais replacées sous le régime du contingentement pour les Etats de l'O. E. C. E. qui ne font pas partie du Marché commun. Pour les pays membres à la fois du Marché commun et de l'O. E. C. E., des mesures spéciales ont été prises.

Conformément au traité de Rome, nous devons importer chaque année, en provenance de nos partenaires du Marché commun, l'équivalent de 4 p. 100 de notre production nationale de volailles. Cependant, le même traité prévoit également que nous pouvons faire jouer la clause du prix minimum, c'est-à-dire n'effectuer ces importations que lorsque notre prix intérieur est égal ou supérieur à une cote de référence. C'est cette clause que la France fait jouer depuis le mois de mars dernier. En effet, les importa-

tions de volailles vivantes ou mortes ne peuvent plus avoir lieu lorsque les cours du poulet mort tombent deux fois de suite au-dessous de 4,30 NF le kilogramme en première qualité aux Halles centrales de Paris.

Je me permets de vous demander, monsieur le ministre, de veiller à ce que les autorisations d'importations soient délivrées à bon escient afin que les mesures dont vous avez pris l'initiative — et je vous en félicite — fassent réellement preuve d'efficacité.

Tous ces textes concernent la défense du marché intérieur. Mais, l'aviculture française peut devenir, doit devenir exportatrice. J'ai plaisir à reconnaître que les pouvoirs publics, aidés par les conseils de l'interprofession, font actuellement des efforts très louables pour procéder à la réorganisation de l'ensemble du marché afin de permettre à notre agriculture de prendre, dans des conditions normales de compétition, la place qui lui revient au sein du Marché commun.

Ces mesures sont : la vulgarisation des techniques modernes, le contrôle des sélectionneurs, l'action sur le prix des aliments, la création de centres d'abattage, de stockage et de collecte des volailles.

Mais, à cet égard, il existe une très profonde lacune de notre contrôle sanitaire. L'inspection des viandes, imposée dans les abattoirs publics et industriels, ne s'étend pas aux tueries et abattoirs de poulets. Or, le contrôle de ces établissements devrait être obligatoire et s'exercer aussi bien sur la salubrité que sur la qualité.

C'est pourquoi j'espère que vous apporterez votre appui à l'important amendement déposé par MM. Pleven, Pinvidic, Colinet et par moi-même à l'article 25 du projet de loi d'orientation agricole, qui tend notamment à instituer en France, comme c'est déjà le cas à l'étranger, l'inspection sanitaire des poulets abattus. Cette inspection est indispensable pour développer les exportations.

Enfin, monsieur le ministre de l'agriculture, je me permettrai de vous suggérer une méthode qui faciliterait la résorption d'une très grande partie des excédents de volaille et qui offrirait aux producteurs un débouché rentable auprès de l'industrie alimentaire. Poulets et poules pourraient devenir la matière première de nombreux produits conservés tels que plats cuisinés, sauces, garnitures, potages, aliments pour enfants. Sous cette forme, le marché français pourrait absorber environ 50.000 tonnes de volaille et un débouché stable à l'exportation pourrait être trouvé grâce à l'organisation commerciale des industriels.

En fait, ces préparations industrielles du poulet existent déjà mais ne sont fabriquées qu'en quantité insignifiante par suite de leur prix de vente trop élevé. En effet, un poulet cuisiné et mis en conserve coûte à la ménagère de 25 à 30 p. 100 plus cher que celui qu'elle pourrait préparer elle-même. Pourquoi une telle différence ? Parce que le poulet qui entre dans un circuit industriel est soumis au régime de la taxe sur la valeur ajoutée au taux majoré de 25 p. 100. Or 25 p. 100 du prix de vente représentent 33 p. 100 du prix de revient. C'est là un handicap si important qu'il empêche pratiquement tout développement du marché.

Une telle situation porte préjudice non seulement à nos producteurs, privés d'un débouché important et stable, mais à nos finances elles-mêmes. En effet, un taux de 25 p. 100 appliqué à un volume de vente insignifiant ne représente que quelques dizaines de millions. Sur un volume plus important, une taxation réduite mais supportable, de 6 p. 100 par exemple, rapporterait beaucoup plus.

Il s'agit donc de permettre que le poulet passe d'un circuit complètement détaxé — la distribution à l'état frais — à un circuit taxé permettant des rentrées fiscales certaines. Il suffirait que le taux d'entrée dans ce circuit soit fixé à un niveau assez raisonnable pour qu'il n'en interdise pas, comme c'est actuellement le cas, complètement l'entrée.

La productivité des industries pourrait supporter une charge fiscale légèrement supérieure, en tout état de cause, au circuit des produits frais qui ne supportent aucune taxe.

Ainsi pourrait être créé assez vite un débouché supplémentaire dont bénéficieraient non seulement les producteurs de volailles mais aussi les consommateurs et nos exportations.

J'ai terminé, monsieur le ministre. J'ai rappelé à l'Assemblée les mesures que vous avez fait prendre et qui doivent être bénéfiques si elles sont appliquées correctement et en temps opportun. Je vous ai proposé d'autres mesures qui, sans coûter un centime au Trésor, devraient assurer la rentabilité du travail du petit paysan à qui l'aviculture permettait, avant la crise, de garder autour de lui quelques-uns de ses enfants.

Ne perdez pas de temps ; sauvez l'aviculture de la détresse où elle se débat depuis des mois. Vous aurez ainsi sauvé une des branches maîtresses de l'agriculture française. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Comte-Offenbach. (Applaudissements à gauche et au centre.)

M. Pierre Comte-Offenbach. Monsieur le ministre, mes chers collègues, la brièveté de mon intervention procédera du scrupule

que j'éprouve à retenir une attention largement sollicitée par des voix plus autorisées que la mienne.

J'ai, comme chacun de vous, longuement réfléchi sur les données essentielles du problème qui nous est aujourd'hui soumis. Comme mes prédécesseurs à cette tribune et, à n'en pas douter, comme mes successeurs, je regrette l'absence, dans le passé, d'une politique agricole digne de ce nom, surtout depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la faiblesse du revenu actuel de la paysannerie au regard du revenu national, l'isolement de l'agriculture au sein de l'économie française en comparaison avec les positions des autres secteurs de l'activité commerciale et industrielle. Bien entendu, avec nombre de mes collègues, je souhaite la remise en ordre des prix agricoles et la suppression des importations injustifiées.

Constatant l'endettement grave de nos agriculteurs, je réclame des mesures immédiates et généralisées tendant à un étalement à long terme des charges des emprunts qu'ils ont contractés.

Mais, soucieux, comme je vous l'ai dit en exergue, d'éviter de vous infliger des redites sur les grandes têtes de chapitre de notre débat, je bornerai mon propos à deux observations majeures.

La première est que le problème agricole, dont on dit à juste titre qu'il doit recevoir une solution dans l'immédiat sous le signe des prix, doit recevoir cette solution, monsieur le ministre, suivant une optique et dans les formes que je caractériserai dans un instant.

Ma deuxième observation est que le problème agricole est au moins autant un problème humain qu'un problème économique.

M. Jean-Raphaël Leygues. Très bien!

M. Pierre Comte-Offenbach. J'affirme, tout d'abord, que le problème agricole doit recevoir une première solution dans l'immédiat sous le signe des prix, c'est-à-dire que le Gouvernement ne doit, sous aucun prétexte, laisser à penser qu'il admet comme point de départ de ce rajustement nécessaire la consécration d'une injustice commise dans le passé.

Et je me dois, après d'autres, de répéter que, l'indexation étant écartée, la référence à juin 1959 est mauvaise.

M. Albert Lalle. Très bien!

M. Pierre Comte-Offenbach. Il faut qu'on s'en persuade sur les bancs ministériels.

Au plus haut, les prix industriels. Au plus bas, les prix agricoles! Il y a là quelque chose qui ne va pas et vous ne pourrez pas, malgré des démonstrations et des statistiques, faire entendre qu'il doit en être ainsi à une opinion agricole qui raisonne comme nous-même, c'est-à-dire en toute logique. (Applaudissements au centre, à gauche et à droite.)

Mais si le Gouvernement écarte l'indexation automatique comme susceptible de compromettre la stabilité de la monnaie, il doit affirmer solennellement que la marge d'appréciation qu'il s'est réservée — marge considérée par beaucoup comme trop large — sera constamment utilisée en faveur de l'agriculture et jamais contre elle. Ce qui veut dire que, par marche irréversible du raisonnement comme de l'application, la marge que le Gouvernement a cru devoir se réserver sous le signe de la stabilité monétaire ne devra jamais être utilisée contre l'agriculture pour peser sur ses prix.

Le Gouvernement a donc le devoir de prononcer des paroles d'espoir, mais celles-ci devront constituer un engagement définitif — et je souhaite profondément qu'elles aient cet accent nécessaire de sincérité — aux yeux du monde agricole comme de nous-mêmes qui en sommes les représentants, qu'elles revêtent un caractère d'authenticité et de sincérité indiscutable qui rende au Gouvernement la confiance que les agriculteurs n'ont plus dans les pouvoirs publics.

Il appartiendra alors au Gouvernement d'agir aussitôt, car nous savons la valeur relative des paroles et si la nature humaine est ainsi faite qu'elle nous contraint d'utiliser le verbe pour faire passer nos pensées du Parlement au Gouvernement, nous avons le devoir de rappeler à ce dernier cette nécessité impérieuse de l'action rapide.

Et voici ma deuxième et dernière observation.

J'essaie dans mon esprit d'élever ce débat à la hauteur du problème philosophique qu'il comporte et je crois pouvoir affirmer que ce problème est au moins autant humain qu'économique.

Le paysan et sa famille ne sont pas, en effet, une vague entité économique, ils sont, en réalité, une entité complexe où le matériel et le professionnel rejoignent le spirituel et le moral.

Il ne faut à aucun moment perdre cette vérité de vue au cours de nos débats.

L'exploitation familiale est, selon moi, bien autre chose qu'une simple formule économique. Si tout ce qui est entrepris, dans cet hémicycle, a, pour raison profonde, l'intérêt des hommes de France et, en particulier aujourd'hui, celui des agriculteurs,

je demande qu'à travers les techniques économiques on ne perde jamais de vue l'homme.

Le Gouvernement doit agir de telle façon que l'aspect profondément humain de tout ce qui touche aux choses de la terre ne soit jamais négligé. Ainsi, l'important problème de mutation qui se pose au monde de l'agriculture et que celui-ci comprend parfaitement, pourra trouver une juste et saine solution.

Il faut, en effet, qu'on sache que l'agriculteur est parfaitement conscient de la difficulté d'adaptation qui est devant lui, il la sent, il la raisonne dès à présent profondément, il veut vivre son siècle et il sent, il sait même que la deuxième partie de ce siècle sera techniquement révolutionnaire. Il le sait si bien qu'on voit une jeune élite agricole prendre toutes sortes d'initiatives intelligentes qui font qu'on la sent préparée aux tâches qui l'attendent.

Oui, les paysans d'aujourd'hui sont bien résolus à assurer leur avenir économique et humain, mais ils entendent qu'on leur donne les mêmes chances qu'aux autres catégories sociales.

Et, comme mus par un secret et juste instinct, les paysans de France savent que c'est sur la terre de leurs pères, sur leur terre qu'ils pourront réussir et non pas sur je ne sais quel autre terrain d'activité.

Le paysan français est dépositaire d'une immense tradition, mais aussi d'un immense savoir et je demande qu'on s'en souvienne à chaque moment de l'analyse de sa condition comme de l'étude des solutions à apporter à son avenir.

Le paysan sait des choses que le ciel et la terre lui ont apprises ensemble et, pénétré de la vertu du labeur agricole, il répugne légitimement à aller chercher et faire ailleurs à tâtons, peut-être maladroitement, ce qu'il sait, lui, si bien faire chaque jour qu'il pleut, chaque jour qu'il vente, chaque jour qu'il fait soleil.

J'invite donc le Gouvernement à bien vouloir garder toujours présente à l'esprit cette observation que je considère comme capitale, et à ne pas céder, à ne jamais céder à un rêve technologique.

Je presse, pour finir, le Gouvernement de faire en sorte que le fait politique capital que représente la paysannerie française, source d'ordre, source de mesure, et aussi, mesdames, messieurs, source de liberté, je presse le Gouvernement de faire en sorte que ce fait politique capital reste profondément, intimement lié au fait politique national.

Vous avez craint si vous ne craignez encore, que le paysan ne devienne un révolté. Craignez, messieurs du Gouvernement, craignez peut-être plus encore qu'il ne devienne un résigné. Si le paysan de France devait perdre sa foi en son avenir, je prétends que la France perdrait l'incomparable facteur d'équilibre, de mesure et de prudence politiques qu'il a toujours constitué et qui est indispensable à la sauvegarde des institutions républicaines. (Applaudissements au centre et à gauche.)

Monsieur le ministre, si nous réussissons dans l'entreprise que nous menons ensemble : la rénovation du monde rural, ce sera l'honneur de notre vie politique. Mais, je le dis bien net, ce sera aussi et surtout l'unc des plus grandes chances de la France dans l'Europe et dans le monde de demain. (Applaudissements au centre, à gauche et sur plusieurs bancs à droite.)

M. le président. La parole est à M. Crouan.

M. Jean Crouan. Monsieur le président, pour ne pas infliger à l'Assemblée des redites sur des sujets déjà abondamment traités par plusieurs de nos collègues, je renonce à la parole. (Applaudissements.)

M. Albert Lalle. Très bien !

M. Jean Crouan. Cependant, je me réserve d'intervenir dans la discussion des articles, notamment en ce qui concerne les charges de l'exploitation agricole et sur le projet relatif à la mise en valeur des sols. (Applaudissements à droite.)

M. le président. La parole est à M. Lambert.

M. Bernard Lambert. Monsieur le ministre, mes chers collègues, l'analyse de la crise agricole nous conduit à constater une disparité croissante entre le revenu du secteur agricole et le revenu du secteur industriel.

Elus d'un département où les activités des deux secteurs se trouvent pratiquement équivalentes, au moins quant au nombre de travailleurs, nous avons eu mon ami Nestor Rombeaut et moi, en visitant dans l'intervalle de nos sessions toutes les communes de nos circonscriptions respectives, l'occasion de toucher du doigt les réactions des producteurs et des consommateurs de biens alimentaires devant la crise agricole.

Je tiens à souligner que la prise de conscience du malaise agricole s'étend très largement aux autres classes sociales de la nation. Une motion commune, signée des trois centrales ouvrières de la Loire-Atlantique et des organisations agricoles de ce même

département, confirmait, à la veille des manifestations agricoles du 7 avril dernier, l'accord de ces deux milieux populaires trop souvent divisés jusqu'à maintenant.

Cet événement sans précédent dans l'histoire sociale de notre pays prouve que les travailleurs des villes ont compris qu'une baisse sans cesse accrue du revenu agricole entraîne la perte d'une clientèle dont le secteur industriel ne peut se passer, sous peine de voir s'accroître le ralentissement de ses activités et, par conséquent, croître le chômage.

M. Paul Coste-Floret. Très bien !

M. Bernard Lambert. Les économistes s'accordent d'ailleurs à reconnaître que la grande crise des années 1931, 1932, 1933 et 1934 a commencé en 1929 aux Etats-Unis par une baisse catastrophique du revenu des agriculteurs, entraînant du même coup une crise économique qui s'est étendue à tout l'Occident.

Apporter des solutions à la crise agricole, c'est donc travailler à rétablir l'équilibre économique du pays tout entier.

Dans divers milieux, on a prétendu que les jeunes agriculteurs se souciaient peu du relèvement des prix agricoles et ne s'intéressaient qu'aux questions relatives aux investissements, à l'enseignement, aux réformes de structure, à l'organisation des marchés. Une telle interprétation de la position des jeunes est inexacte, et je tiens à la préciser à cette tribune.

Les jeunes agriculteurs affirment simplement que le relèvement des prix agricoles ne peut, à lui seul, résoudre le problème des petites et moyennes exploitations qui représentent la majorité de l'agriculture française. Mais il reste bien entendu que nous demandons instamment que soit établi un système de base tenant compte du coût des produits nécessaires à l'agriculture, faisant référence à la situation de 1958 — et non à celle de 1959 — et tendant également à rapprocher les prix agricoles français des prix européens.

Je ne m'entendrai pas sur ce sujet. D'autres orateurs, et notamment mon ami René Charpentier, vous ont suffisamment démontré l'urgence du problème.

Je me permets toutefois de regretter, monsieur le ministre, que, dans le projet de loi de finances rectificative, vous n'ayez pas prévu des crédits spéciaux pour augmenter le nombre et les moyens d'action des centres « comptabilité-gestion » qui devraient demain jouer un rôle essentiel dans l'économie agricole et permettre de déterminer avec exactitude le prix de revient des produits ; car, cet instrument de mesure, auquel plusieurs de nos partenaires européens font déjà référence pour établir leur prix, n'est pas suffisamment développé en France pour jouer pleinement son rôle dans la fixation des prix et permettre de découvrir les multiples visages de l'agriculture suivant les régions.

Il est évident, en effet, que les prix de revient ne sont pas les mêmes suivant les régions. Il appartient à la collectivité nationale, suivant en cela l'exemple des pays développés qui ont admis le principe d'investissements gratuits en faveur des pays sous-développés, de faire un effort tel que les régions agricoles défavorisées puissent rattraper leur retard.

C'est trop tardivement, monsieur le ministre, que vous abordez cette question dans les projets de loi qui nous sont soumis. L'effort prévu est loin de correspondre aux besoins réels.

Je note, d'autre part, avec satisfaction que vous avez ébauché une réforme des structures d'exploitation. La création de sociétés foncières devrait permettre la remise en valeur des terres abandonnées ou mal exploitées.

Toutefois, pour jouer pleinement leur rôle, ces sociétés devraient d'une part être autorisées à se constituer en société d'économie mixte pour permettre la participation des collectivités locales, d'autre part avoir la possibilité de se substituer au fermier sur sa demande pour utiliser en son lieu et place son droit de préemption lorsque ledit fermier n'a pas les moyens financiers nécessaires pour acheter sa ferme.

La loi garantirait ainsi pour les fermiers-métayers un droit sacré qui est le droit au travail.

Enfin, ces sociétés devraient pouvoir louer d'une manière permanente les terres dont elles ont la gestion lorsque l'exploitant préfère rester fermier plutôt que de devenir propriétaire.

Sur le plan de la propriété culturale, nous vous demandons de consacrer à ce problème d'une importance capitale un projet de loi particulier.

Nous approuvons le principe d'une loi permettant au fermier de percevoir une indemnité au titre des améliorations qu'il apporte à l'exploitation, mais nous voulons éviter les abus que l'on constate déjà dans certaines régions à forte pression démographique où le fermier sortant réclame à son successeur un droit de reprise par trop supérieur à la valeur des améliorations qu'il a apportées à l'exploitation.

Il me semble, en particulier, souhaitable que toute terre louée soit obligatoirement soumise à une expertise préalable, laquelle servirait de base pour le calcul de l'indemnité.

Une autre question touche directement les jeunes agriculteurs et les familles paysannes, celle de l'avenir des fils d'agricul-

teurs qui, dans les régions en pleine expansion démographique comme l'Ouest, ne peuvent trouver d'exploitation viable sur place.

Nous vous demandons de consentir un effort plus important en faveur des migrations rurales, mais nous savons que cet effort ne peut suffire à résoudre le problème. Il nous semble indispensable d'orienter notre enseignement de manière que certains jeunes puissent, dès le stade scolaire, acquérir la formation qui leur permettra d'être qualifiés dans le nouveau métier qu'ils auront choisi.

Parallèlement, l'aménagement du territoire, la déconcentration industrielle doivent être conçus, non en fonction des profits, mais d'abord et avant tout en fonction de ceux qui ont besoin de trouver du travail sur place.

Va-t-on continuer longtemps encore à condamner des fils de paysans qui veulent trouver du travail dans l'Ouest notamment au départ obligatoire vers d'autres régions françaises ?

Une orientation très ferme des investissements en ce sens apparaît d'autant plus nécessaire que la présence d'un important secteur industriel dans ces régions peut seul apporter un regain d'activité au milieu rural et tant en faveur des paysans que des artisans ou des commerçants.

En conclusion, je dirai que les agriculteurs français prennent la lourde responsabilité d'entrer dans la voie du progrès. En augmentant considérablement leur volume d'emprunts, ils ont pris des risques puisque, d'une part, la faible rotation de leurs capitaux ne leur permet pas d'obtenir de gros intérêts sur l'argent investi et que, d'autre part, la croissance de la productivité en agriculture est limitée par les lois qui régissent la vie végétale et animale, empêchant les agriculteurs d'abaisser leurs prix de revient au même rythme que l'industrie.

Le Gouvernement se doit de prendre, lui aussi, ses responsabilités pour assurer à tous les agriculteurs, quelle que soit leur région, des chances égales dans la voie du progrès et un revenu comparable à celui des autres catégories sociales de la nation. (*Applaudissements au centre gauche et sur certains bancs à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Van der Meersch.

M. Eugène Van der Meersch. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, les divers projets de loi déposés le 11 avril par le Gouvernement sur le bureau de l'Assemblée, en vue de promouvoir l'amélioration des structures agricoles et de garantir aux agriculteurs une certaine sécurité sociale, contiennent de bonnes idées auxquelles se mêlent des propositions plus discutables. Mais leur inconvénient majeur est de négliger l'immédiat pour fixer des objectifs lointains, dans l'attente desquels le malaise agricole actuel ne sera en rien résorbé et continuera à affaiblir le régime.

Le problème des prix agricoles, en particulier, n'est abordé que de biais dans l'article 24 du projet dit d'orientation agricole, et d'une façon telle qu'aucune garantie n'est donnée d'un véritable rapprochement avec les niveaux des prix industriels. Or, c'est cela qui constitue précisément la revendication essentielle du monde paysan. Celui-ci est, en effet, passé de l'économie de subsistance, où il vivait dans le passé, à l'économie d'échange, et son inquiétude majeure nait de la constatation du retard que prend de plus en plus son pouvoir d'achat et, par conséquent, la faculté qu'il a de rembourser les emprunts très lourds qu'il a dû contracter pour moderniser son exploitation.

Il en résulte qu'à l'inverse des crises du passé ce sont les régions de culture les plus évoluées, comme le Nord, qui ressentent le plus les difficultés du moment, car ce sont elles qui pratiquent le plus l'économie d'échange, qui ont le plus investi pour s'équiper, qui ont, par conséquent, le plus emprunté et qui constatent le plus, aujourd'hui, leur inégalité sociale avec le monde industriel qui les entoure.

Le retard des prix agricoles peut se matérialiser par l'examen de leurs indices comparés avec ceux de l'industrie. Si je prends l'année 1949, l'indice des prix agricoles est de 100, comme celui des prix industriels; pour 1957, l'indice est de 135,2 pour les prix agricoles et de 158,9 pour les prix industriels; en 1958, 163,1 pour les prix agricoles et 166,9 pour les prix industriels; en juin 1959, 155,5 contre 178,7, soit un retard de 23,2 p. 100.

Nous voyons qu'en 1957 la situation agricole s'est fortement détériorée par rapport à la valeur d'achat des produits industriels en 1949, que l'indexation survenue en fin 1957 avait permis un redressement spectaculaire en 1958 et qu'en juin 1959 tout le terrain regagné a de nouveau été perdu au détriment de l'agriculture.

Or il ne faut pas oublier que le décret du 3 mars 1960 sur les prix agricoles prévoit justement une réindexation partielle de ces prix basée sur les chiffres de juin 1959, très défavorables à l'agriculture. Celle-ci a l'impression qu'on vise seulement, en haut lieu, à cristalliser son désavantage.

Entre juillet 1958 et juillet 1959, les termes de l'échange produits agricoles-salaires se sont détériorés de 17,7 p. 100, ainsi

qu'il résulte d'une étude des chambres d'agriculture. Par rapport aux prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, la détérioration a atteint 21 p. 100.

Qu'il suffise de dire que, de 1938 à 1958, le revenu national a été affecté du coefficient 50, alors que le revenu agricole plafonnait au coefficient 30.

Dans le même temps, l'agriculteur français constatait qu'il figurait au rang des plus mal payés de l'Europe des Six, avec des produits vendus, avant la dévaluation de décembre 1958, à un chiffre moyen de 93 p. 100 du prix moyen européen. Il constatait la faiblesse du soutien acquis à la défense de ses marchés, soit 1,85 p. 100 en moyenne de ce que représente en France le revenu agricole, contre, par exemple, 13,75 p. 100 en Allemagne. Il constatait que sa protection douanière était plus faible que celle de l'industrie, soit 12,48 p. 100 en moyenne contre 15,61. Il constatait, compte tenu de la fiscalité indirecte — qu'il supporte sans possibilité de récupération — et des droits d'enregistrement que chaque mutation lui impose, qu'il était, sur le plan fiscal, lourdement frappé.

Le Conseil économique, en 1953, estimait que, pour 13 p. 100 de revenu, l'agriculture supportait 17 p. 100 de l'impôt payé par l'ensemble des Français.

Tout cela, joint à quelques déclarations officielles imprudentes ou mal interprétées, a contribué à créer dans le monde paysan une suspicion que des paroles ne suffiront pas à calmer et qui ne se résorbera qu'à la faveur d'actes d'une portée plus immédiate que ceux prévus dans les projets de loi en cours d'examen.

Que demande, en effet, l'agriculture évoluée d'un département comme celui du Nord que j'ai l'honneur de représenter ici ? Elle demande d'abord une politique raisonnable des prix agricoles. Elle sait qu'elle sera, demain, en concurrence, non seulement avec les agricultures des pays voisins, mais aussi, grâce à la liberté d'établissement inscrite au traité du Marché commun, avec les agriculteurs belges, hollandais, allemands — ou italiens, dans le Midi, comme me le rappelait tout à l'heure notre collègue, M. Hostache — que de meilleurs prix mettront à même, dans six ou dix ans, de venir chez nous et de reprendre des terres avec plus de ressources que nos propres concitoyens.

Il faut donc que nous assurions à nos producteurs des prix équivalents à ceux de nos voisins. A défaut d'un système officiel d'indexation, qui nous paraît pourtant justifié — du moins provisoirement, car nous avons foi en l'avenir de la France — il faut qu'une garantie équivalente soit donnée à nos agriculteurs, même si cela heurte certains milieux financiers, moins sourcilieux et absolus, pourtant, lorsqu'il s'agit d'autres branches de l'économie.

Il faut que le pouvoir d'achat paysan soit rapproché des prix industriels et y demeure attaché. Pour y parvenir plus facilement, je suggère que la taxe sur la valeur ajoutée et la taxe sur les prestations de services soient supprimées en faveur des produits industriels nécessaires à l'agriculture. L'équilibre général des prix ne peut que gagner à une formule de ce genre qui coûterait moins cher au Trésor que les détériorations monétaires consécutives aux hausses généralisées des prix. Ce geste, d'une portée immédiate, constituerait pour la paysannerie une preuve de l'intérêt qu'on lui porte.

Sur un plan proche de celui-là, tous ceux qui réfléchissent aux problèmes économiques seront d'accord pour reconnaître qu'il est insensé de vouloir la stabilité agricole et d'accepter en même temps l'augmentation des charges pesant sur l'agriculture.

Dans la région du Nord, la plus grande partie des terres sont cultivées en fermages et les agriculteurs sont très sensibles aux mesures qui sont prises dans ce domaine. Or, un malencontreux décret du 7 janvier 1959 a autorisé, sous couleur de justice, une majoration hypocrite des tarifs des baux ruraux, surindexés sur les produits au moment même où l'on supprimait ailleurs les indexations. Ce décret doit être rapporté, car il institue la lutte des classes à la campagne. Il n'y a pas de raison pour que les baux ruraux ne soient pas désormais conclus en espèces. Vouloir le contraire signifierait que le Gouvernement prévoit pour demain l'inflation.

De même, il est illogique qu'échappe aux lois réglant les fermages le domaine des collectivités publiques. Des abus épouvantables ont été constatés à cet égard. On a vu des collectivités utiliser des rivalités de village pour adjuer des baux jusqu'à vingt-sept quintaux de blé à l'hectare dans les Flandres françaises. Le domaine public doit être soumis, lui aussi, à la loi française, et le fermier, quel qu'il soit, doit avoir droit au remboursement de la valeur culturale de la terre qu'il cultive lorsque celle-ci lui est reprise pour une cause quelconque. Je m'étonne qu'on puisse éliminer un fermier avec des indemnités ridicules, alors qu'on n'aurait pas le droit d'agir ainsi avec un commerçant. C'est l'objet d'une revendication de la chambre d'agriculture du Nord, formulée depuis longtemps, mais sans succès.

Que dire de certaines expropriations abusives ? J'ai déjà eu l'occasion d'en parler à cette tribune. On se prépare, près de

ma circonscription, à démanteler une quarantaine d'exploitations agricoles pour construire une nouvelle cité scientifique — centre dont l'édification s'impose dans le Nord — sur l'un des meilleurs terroirs agricoles qui soient, alors qu'il existe à proximité un champ d'aviation déclassé de 96 hectares, des terrains militaires, ou appartenant à l'Etat, pratiquement inutilisés.

La responsabilité des administrations régionales est ici engagée. Malgré l'avis contraire des municipalités, ces administrations se sont acharnées dans leurs desseins. La responsabilité du recteur de l'université de Lille, homme très intelligent et tenace, est lourdement engagée dans cette action discutable qui a été menée clandestinement, sans aucune consultation des élus de la région.

Il n'y a pas qu'une solution pour de tels problèmes. Aujourd'hui, c'est Annappes, Ascq, ville martyre du Nord dont la majorité des hommes furent fusillés par les S. S., qui sont frappées dans le dos. Demain, ce sera votre tour, mes chers collègues, si vous n'y prenez garde. Il s'agit de 120 hectares de terres, les meilleures, occupées par 47 familles nombreuses, dont les pères sont d'anciens combattants et résistants, dont les fils sont en Algérie pour y défendre aussi la France, et qui sont pratiquement désarmées devant la vie, face à l'avenir. Une extension est prévue jusqu'à 300 hectares.

Qu'une touche humaine, que plus de sens politique interviennent à votre initiative, monsieur le ministre de l'Agriculture, vous, notre défenseur naturel, en faisant accorder, par exemple, plus de pouvoirs aux préfets, avec un droit de veto !

L'erreur d'Amiens ne doit plus se renouveler, ni être provoquée. Une enquête préalable s'impose que je demande au Gouvernement d'ordonner. Je demande aussi que les agriculteurs expulsés soient reclassés dans des exploitations équivalentes, si la décision est finalement prise de maintenir l'expropriation jugée indispensable. M. le ministre de l'Agriculture a bien voulu admettre le principe de l'amendement que j'ai déposé dans ce sens et je l'en remercie.

Il est aussi nécessaire qu'une fois pour toutes soit abandonnée la notion du revenu cadastral pour estimer le degré d'aisance des cultivateurs ; car s'il s'agit bien d'un revenu pour le propriétaire, c'est une charge pour l'exploitant.

Dans le Nord, la moyenne des revenus cadastraux se situe à quelque 4.700 anciens francs, contre 1.800 pour la moyenne de la France. Si nous prenons l'exemple du projet de loi relatif à la sécurité sociale des agriculteurs, nous voyons que l'Etat réserve ses contributions aux exploitants qui ont moins de 400 nouveaux francs de revenu cadastral. Cela signifie que, dans le Nord, on sera assimilé à un gros exploitant lorsqu'on cultivera de huit à neuf hectares, et quelquefois même cinq ou six, comme dans l'Avsnois. Or, il s'agit là de fermes situées en dessous du seuil normal de rentabilité. Il faut remplacer la notion du revenu cadastral par celle du bénéfice forfaitaire agricole.

Cette réflexion me conduit à parler du projet de loi d'assurance maladie agricole, idée excellente en soi, mais qui risque d'imposer de lourdes charges immédiates à l'agriculture, soit, en moyenne, 40.000 francs par exploitation. C'est nettement excessif. Les caisses d'assurance facultative se contentent de moins pour une meilleure garantie. Dans le Nord, elles demandent 9.800 francs par personne majeure et 3.000 francs en moyenne par enfant.

C'est pourquoi nous sommes, dans ce domaine, contre l'idée d'obligation. Là où l'Etat estimera qu'il doit apporter son aide aux familles paysannes disposant de bénéfices agricoles insuffisants, qu'il finance donc une partie de leurs assurances facultatives, mais qu'il ne tombe pas, comme aujourd'hui, dans l'excès d'une obligation assortie d'un monopole.

Je n'hésite pas à dire, avec nombre d'amis, que je suis dans ce domaine hostile à la suppression de toute initiative, à l'étatisme camouflé sous le nom de mutualité. Qu'on laisse donc s'exercer le libre arbitre des agriculteurs et qu'en dernier ressort on n'envisage l'obligation qu'à l'égard des réfractaires éventuels.

En ce qui concerne la formation professionnelle agricole, il y a un effort à accomplir ; mais, comme dans l'enseignement technique, l'essentiel de cette formation doit pouvoir se réaliser entre 15 et 16 ans. Au-delà on peut prévoir un certain perfectionnement, par des cours professionnels d'abord et par les applications de la loi sur la promotion sociale que la V^e République a eu le mérite de mettre en chantier.

Il faut également, dans ce domaine, en finir avec les rivalités hors de propos entre le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de l'Agriculture.

C'est au ministère de l'Agriculture que doit revenir la formation professionnelle agricole, non seulement en principe, comme il est énoncé dans le projet de loi, mais en réalité, par l'organisation d'un enseignement complet comprenant les trois degrés prévus.

En résumé, je demande, en plein accord avec les organisations professionnelles agricoles de ma région, une véritable garantie des prix agricoles soutenus par une organisation valable des marchés, un alignement de ces prix sur ceux de l'industrie avec établissement d'une parité sincère avec les prix de l'Europe

des Six. Je demande la suppression des taxes fiscales qui frappent les ventes à l'agriculture de produits industriels. Je demande l'abrogation, ou tout au moins, une refonte totale du décret du 7 janvier 1959 sur les fermages. Je demande l'extension de la loi des fermages aux biens des collectivités publiques et la reconnaissance du droit des fermiers à une juste rémunération de la valeur culturelle de leurs terres en cas de reprise, selon les us et coutumes reconnus région par région par les chambres d'agriculture. Je demande une protection contre l'abus du droit d'expropriation et le reclassement prioritaire des exploitants privés de leur gagne-pain. Je demande la suppression du revenu cadastral comme base d'estimation de la faculté contributive des exploitants et son remplacement par la notion de bénéfice forfaitaire à l'hectare. Je demande une refonte du projet de loi sur la sécurité sociale agricole dans le sens de la liberté et de la pluralité des caisses. Je demande qu'on ne se contente pas d'organiser l'agriculture à échéance de dix ans, comme le font les textes en instance, mais qu'on prenne tout de suite des mesures de sauvegarde, faute desquelles le malaise agricole actuel s'aggraverait jusqu'au point de rupture, avec, comme conséquence, une désaffection totale du monde paysan envers les institutions du pays et les graves répercussions à en attendre sur le triple plan politique, social et économique.

La France se doit, en réglant humainement et raisonnablement son « malaise paysan », de préserver l'un des piliers de sa stabilité sociale, même si cela doit lui coûter quelques sacrifices.

Ce sera de l'argent bien placé, et, somme toute, la dépense sera moindre que celle qu'entraînerait la réparation des dégâts pouvant résulter du désordre à craindre si l'on persévérait à traiter par le mépris, ou à l'aide de remèdes à trop longue échéance, le sort du cinquième des Français parmi les plus travailleurs que le pays connaisse.

M. le Premier ministre, avant-hier, à Lille, a pu constater avec satisfaction la pondération, le courage, le patriotisme des gens du Nord. Nous demandons des actes, conformément à notre mentalité réaliste. Si le temps vaut de l'argent pour les particuliers, il est d'or à l'échelle du Nord et de la France. Il faut donc agir, vite et bien.

Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je manquerais à mes devoirs de solidarité et ma conscience ne serait pas satisfaite si moi, homme du Nord, je n'attirais l'attention du Gouvernement, et particulièrement celle de M. le ministre de l'Agriculture, sur la détresse, fière cependant, de la Corse, que je viens de visiter avec une délégation parlementaire.

Il faut que cette île accède à l'essor économique et démographique prodigieux que connaissent la Sardaigne et les îles Baléares, moins bien pourvues en beautés touristiques exceptionnelles. Ces îles ont connu un essor parce qu'elles sont dotées d'un statut particulier et qu'elles ne souffrent pas de ce que les Corses appellent « les servitudes de l'insularité ».

En ce qui concerne l'agriculture, il faut aussi répudier le jugement que tout visiteur de la Corse peut porter : l'agriculture corse est rudimentaire et archaïque.

La Corse possède des terres alluvionnaires et fertiles qui furent le grenier de Rome. Une politique hydraulique bien conçue, la possibilité pour les Corses d'apprendre à la perfection le rude et noble métier d'agriculteur permettrait à ce joyau de la France de redevenir, sous l'égide du général de Gaulle, ce qu'elle fut au temps de Rome. Pour cela, il faut créer des centres de formation agricole artisanale, au besoin doter la Corse d'une ferme modèle où une préparation solide pourrait être acquise par les insulaires.

J'en ai fini, l'homme du Nord que je suis — Corse d'honneur — par-dessus cette France qui nous est si chère, tend la main à la Corse souffrante qui a besoin plus que tout autre, comme chacun des départements sous-développés de France, d'être traitée avec tact, avec cœur, car c'est dans le malheur que le soutien fraternel s'impose et est apprécié.

Que l'agriculture française face à la nation, face à l'Europe, face au monde libre, soit un élément de bons sens et de concorde. La solidarité paysanne doit rester un facteur d'équilibre entre les Français, entre les hommes et entre les peuples. (Applaudissements.)

M. Jacques Gavini. Voulez-vous me permettre d'ajouter quelques mots, monsieur Van der Meersch ?

M. Eugène Van der Meersch. Volontiers.

M. Jacques Gavini. Je vous remercie de votre acquiescement. J'en profiterai d'abord pour vous remercier des propos que vous venez de tenir à l'égard du département que j'ai l'honneur de représenter. Vos paroles auront certainement plus de poids que celles qui auraient pu émaner d'un des représentants de la Corse parce qu'elles sont, venant d'un élu du Nord, entièrement désintéressées.

Mais je voudrais, monsieur le ministre, profiter de cette interruption pour vous dire que vous êtes sans doute étonné de ne

voir, sur la longue liste des orateurs inscrits dans la discussion générale, figurer aucun des représentants de la Corse.

La vérité, je dois vous la dire. C'est que nous n'avons plus, à cause d'une vieille expérience que nous possédons des réalités et des virtualités gouvernementales, aucune confiance dans la valeur des paroles et que nous ajoutons fort peu de foi aux assertions des gouvernements successifs qui se sont penchés sur le sort de la Corse.

Nous ne poserons pas de questions au cours de la discussion générale et pourtant, vous le savez — je l'ai dit en commission — l'un des aspects de la réforme fiscale prévue dans le projet de loi de finances rectificative touche d'une façon cruciale les intérêts de la Corse et nous y reviendrons lors de la discussion de ce texte.

Si nous n'intervenons pas dans la discussion générale, c'est parce que nous savons que le Gouvernement se préoccupe de l'ensemble des mesures à prendre en faveur de l'économie corse qui jouit du double privilège, ou qui supporte la double charge, d'être un pays de montagne et une île.

Nous attendons, pour nous prononcer, que ces mesures soient connues. Si elles ne sont pas ce que nous pouvons espérer, je dois vous prévenir, monsieur le ministre, que les conséquences d'une éventuelle carence seront extrêmement graves sur l'opinion publique corse. Nous sommes, en effet, obligés de constater que, depuis quelques mois que le Gouvernement se préoccupe de l'ensemble des problèmes corses, toutes les mesures de détail prises et celles que l'on propose dans les projets de loi en discussion, toutes sans exception, vont à l'encontre des intérêts économiques de la Corse.

C'est tout ce que je veux dire pour le moment. Nous reprendrons cette discussion à l'occasion de l'examen des dispositions fiscales contenues dans les projets relatifs à l'agriculture.

M. le président. Monsieur Gavini, le moyen que vous avez employé pour intervenir ne saurait constituer un précédent.

La parole est à M. Schmitt. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. René Schmitt. Mesdames, messieurs, au risque d'encourir le reproche — si maladroïtement formulé dans les plus hautes sphères de l'Etat — de défendre des « intérêts particuliers », je crois bon de citer ce passage d'une lettre, parmi tant d'autres, que m'ont adressée des fermiers de la région du Cotentin :

« A l'heure où va s'ouvrir un des débats de politique agricole les plus importants qu'on ait vus, nous ne nous faisons aucune illusion sur son issue. Je voudrais cependant vous demander d'attirer l'attention de l'Assemblée sur les difficultés des fermiers. L'année 1959 a été pour eux une dure épreuve et personne n'a provoqué de discussion sur une baisse logique des fermages ».

En effet — c'est incontestable — à côté de tant de problèmes agricoles à longue échéance et parmi ceux qui offrent un caractère d'urgence, on compte le problème des fermages né des circonstances, exceptionnelles, sans doute, de la sécheresse de 1959 — mais pas seulement de cela — problème dont la solution devrait s'inscrire dans le catalogue des garanties à apporter aux fermiers victimes de calamités dont seul est imprévisible l'instant où elles se produisent, mais dont le retour doit être prévu et combattu par des mesures à intégrer dans une véritable charte de l'agriculture française.

Ce problème intéresse 1.024.803 fermiers sur 2.260.155 exploitants.

Les statistiques extraites du « Recensement général de l'agriculture pour l'année 1955 », publié par l'I. N. S. E. E. en 1958, donnent la répartition suivante :

208.006 fermiers vivaient sur une exploitation de 1 à 5 hectares, 205.192 sur une exploitation de 5 à 10 hectares, 294.548 sur une exploitation de 10 à 20 hectares, 246.761 sur une exploitation de 20 à 50 hectares, 54.669 sur une exploitation de 50 à 100 hectares, 12.178 sur une exploitation de 100 à 200 hectares et 3.449 sur une exploitation de plus de 200 hectares, soit encore 707.746 fermiers sur de petites exploitations de 1 à 20 hectares pour 1.791.373 exploitants, soit encore 40 p. 100 environ.

Il faut donc bien admettre qu'il s'agit là d'un problème national. Dans le seul département de la Manche, dont les exploitations ont une surface moyenne de 8 hectares, sur 50.000 fermiers exploitants agricoles, 850 seulement sont à la tête d'exploitations supérieures à 30 hectares, soit plus de 49.000 ou encore 98,3 p. 100 de petits fermiers, dont la moitié versent leurs fermages à des représentants de professions libérales, propriétaires fonciers.

Pourquoi le problème des fermages se pose-t-il aujourd'hui de façon plus aiguë et plus urgente ?

Tout d'abord par suite de la sécheresse de 1959.

Au cours du deuxième semestre de 1959, la baisse de la production laitière a été de l'ordre de 15 p. 100, 11,5 p. 100 dit la statistique officielle. Soit. Mais il convient de retenir qu'un très grand nombre de petites ou de très petites exploitations ont été touchées dans une proportion bien plus considérable, la baisse allant parfois jusqu'à plus de 60 p. 100 car l'impossibilité

de nourrir le bétail a eu comme conséquence fatale la vente de nombreuses vaches laitières qu'il a fallu remplacer ensuite.

On a objecté que la sous-production était compensée par l'augmentation du prix du beurre. Il est inexact de parler de compensation. C'est tout au plus le seul élément positif qui soit venu atténuer la perte catastrophique provoquée par la sécheresse.

Cette atténuation n'est que très partielle et encore convient-il de voir à quel prix la sous-production a pu être limitée aux dégâts minima.

Depuis le mois de septembre 1959, les fermiers se sont vus contraints de nourrir le bétail avec des aliments concentrés ; le fourrage normalement stocké pour l'hiver a été utilisé bien plus tôt que de coutume, d'où achat d'aliments de complément et même de foin pour terminer les mois d'hiver, difficulté nouvelle puisque les frontières avaient été largement et imprudemment ouvertes à l'exportation des fourrages français. Le coût supplémentaire de toutes les mesures destinées à maintenir la production autant qu'il a été possible de le faire peut se chiffrer à 20 ou 25 p. 100 environ.

Par ailleurs, du fait de la raréfaction des produits laitiers, le prix du beurre fermier retenu pour le calcul des fermages pendant l'hiver 1959-1960 était de 758 francs pour la période du 1^{er} octobre 1959 au 1^{er} avril 1960 contre 663 francs pour la période correspondante de 1958-1959, soit une augmentation d'environ 14,5 p. 100.

Je me demande d'ailleurs pourquoi on persiste à prendre le beurre fermier comme base d'estimation alors qu'on n'en produit presque plus, et que les baux sont formulés en litres de lait, en kilogrammes de beurre laitier ou en kilogrammes de viande.

Nous arrivons donc à une charge totale supplémentaire de 35 à 40 p. 100.

Deuxième élément de l'augmentation constante des charges, le développement démographique qui entraîne une surenchère au nom de la sacro-sainte loi de l'offre et de la demande. Il n'est pas rare de trouver des taux de location de 30.000 à 35.000 francs l'hectare. J'avance cet élément non négligeable pour attirer l'attention du Gouvernement sur les mesures qui me paraissent indispensables à une saine organisation de l'utilisation des terres en fermage et à une limitation des prix des fermages, sinon il sera vain de parler de prix compétitifs sur le plan européen et de stabilité de la rémunération du travail sur le plan social et humain.

Troisième élément qui aggrave les deux premiers par ses répercussions échelonnées sur les années à venir : l'endettement déjà si important pour faire face aux investissements effectués dans le passé.

Il a fallu emprunter pour reconstituer les pertes et, bien que certains départements aient été déclarés zones sinistrées, il reste que, outre la diminution de la production de l'été dernier, l'augmentation des fermages, la surenchère des taux de location, les annuités vont inexorablement arriver à échéance et qu'il faudra y faire face, mais au prix de quels sacrifices ? Et quelle sera la limite des sacrifices ?

Il faut donc une solution et elle s'impose d'urgence. Je demande la reconduction pour 1959-1960 des taux retenus en 1958-1959 pour les fermages payables en produits laitiers. Sans doute, les prix officiels sont-ils déjà fixés pour la saison 1959-1960 mais il est toujours temps de faire quelque chose, d'autant plus que la plus grande partie des fermages restera impayée pendant fort longtemps, je le crains.

D'autre part, rien n'empêche d'appliquer les mesures à valoir sur les échéances à venir. Le prix de la viande n'a-t-il pas, au cours de la même période et pour les mêmes raisons, augmenté de 6,5 p. 100 ? Une stabilisation de cet ordre d'importance serait acceptable par les fermiers.

Enfin, pour que ma suggestion soit assortie des moyens de la réaliser, je propose, afin d'en finir, une fois pour toutes, avec les demandes de réduction des fermages, de conférer des pouvoirs plus étendus aux commissions consultatives pour leur permettre, dans les années de calamités agricoles, de tenir compte, dans le calcul du prix des fermages, de la situation anormalement créée par le préjudice subi.

Monsieur le ministre, les petits fermiers et, avec eux, l'exploitation familiale artisanale se sentent lourdement menacés par les textes que présente le Gouvernement. Pour beaucoup d'entre eux, ils signifient disparition, sans même la compensation — bien relative d'ailleurs — d'un reclassement social. Ils jugeront le Gouvernement à ses actes et le premier de ceux-ci, c'est la garantie de faire face à leurs charges les plus lourdes en leur donnant le moyen de faire honneur à leur signature. C'est à ce prix seulement que sera sauvegardée une des bases les plus solides de notre agriculture, l'exploitation familiale artisanale. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. le président. La parole est à M. Tomasini.

M. René Tomasini. Mesdames, messieurs, il est certes regrettable que l'Assemblée nationale soit appelée à délibérer sur le

problème agricole alors qu'il est arrivé à ce point d'acuité. Mais à qui la faute? Jamais depuis la guerre on ne s'est réellement soucié de l'agriculture. Elle était absente des préoccupations gouvernementales lorsque furent élaborés le premier, puis le second plan de modernisation et d'équipement.

On ne compte plus les hommes qui se sont succédé au ministère de l'agriculture sous la IV^e République et qui n'ont jamais eu le temps, s'ils en avaient l'intention, de faire œuvre utile.

Il y eut même un gouvernement, formé en 1956, qui ne comptait aucun ministre titulaire de ce portefeuille, la fonction étant assurée par un secrétaire d'Etat.

Oui, pendant des années, l'agriculture a été la grande délaissée et la grande sacrifiée de notre économie. Etonnons-nous, après cela, de ses colères et de son découragement.

Aussi, quelque critiquables que soient peut-être, sur certains points, les projets du Gouvernement en la matière, convient-il d'abord de se féliciter de ce que la représentation nationale se trouve enfin en présence de textes agricoles qui constituent un ensemble cohérent et assez complet, à perspectives lointaines et à vues larges et vastes.

Pour la première fois, l'agriculture est étudiée comme un tout, et les dispositions projetées correspondent aux aspirations de la profession prise dans son ensemble.

Cette méthode d'action qui, de prime abord, peut paraître banale tant elle s'impose à l'esprit constitue en fait une telle innovation que nous aurions mauvaise grâce à ne pas nous en réjouir.

Par exemple, si, comme on le dit à juste titre, l'expansion de notre agriculture est, dans une large mesure, affaire de formation des jeunes, comment ne pas se féliciter du texte relatif à l'enseignement agricole? Cet enseignement a été négligé jusqu'ici et l'on se rappelle le sort malheureux advenu naguère encore au projet Saint-Cyr qui ne traitait pourtant que de l'enseignement du premier degré et de l'apprentissage.

Il fallait donc innover. Le Gouvernement a eu cette audace, et ce n'est pas nous qui nous en plaindrions.

Certes, on a parlé, à propos de ce projet d'organisation de l'enseignement agricole, de ségrégation éducative. D'abord, je ne pense pas que ce soit un mal en soi, car la France est diverse, et il est absurde d'enseigner un futur agriculteur comme on enseignerait un futur marin ou un futur ouvrier. Et puis, ce reproche d'instituer une ségrégation éducative ne paraît pas fondé. Nous savons bien que le ministère de l'agriculture et celui de l'éducation nationale ont collaboré étroitement à la préparation du texte en question, et nous avons tout lieu de croire que cette collaboration se poursuivra. Mais il ne faut pas se dissimuler que l'agriculture obéit à des règles qui ne sont pas tout à fait celles des autres professions. Dans tous les pays, elle bénéficie d'un traitement spécifique. Il est plus difficile de former un agent technique de l'agriculture que de former un ajusteur. C'est pourquoi le ministère de l'agriculture a voulu conserver en son sein la formation professionnelle des jeunes agriculteurs, et il a bien fait. Nous ne saurions trop vous encourager, monsieur le ministre, à ne pas reculer d'un pouce sur ce terrain.

D'où vient néanmoins qu'à notre satisfaction de nous trouver devant un train de projets aussi complet se mêle une inquiétude que nous ne pouvons dissimuler?

C'est d'abord que la disparité entre les prix agricoles et les prix industriels ne paraît guère abordée dans les textes du Gouvernement. On a parlé d'une « table ronde ». C'est bien vague, et je crains fort pour ma part que cela ne puisse avoir d'effet rapide.

D'autre part, les objectifs de production ne semblent pas nettement posés.

Il est vrai que le monde rural est parfois divisé sur ce point. Les uns craignent la surproduction tandis que les autres s'engagent plus résolument dans la voie de l'expansion. Mais certaines surproductions passagères ne doivent pas masquer le fait que la consommation intérieure peut encore se développer et que les exportations doivent et peuvent s'accroître.

En général, on a, dans le domaine de la production, des ambitions trop courtes. Comment ne pas s'inquiéter, monsieur le ministre, des informations qui nous parviennent au sujet du quatrième plan de modernisation et d'équipement en préparation? Si on les en croit, en effet, ce quatrième plan de modernisation et d'équipement prévoirait une augmentation de la production de 6 p. 100 par an dans l'industrie et de 1 à 2 p. 100 seulement dans l'agriculture.

En ce qui concerne l'équipement agricole et rural, on peut déplorer qu'il n'y ait pas de concordance entre les objectifs de la loi de programme et les prévisions du plan. Dans ce domaine, le vice essentiel paraît constitué par l'absence de crédits pour l'exploitation agricole proprement dite. Or, l'agriculture est maintenant entrée dans la voie du crédit et le sous-équipement est une des causes principales de l'exode rural.

Les problèmes que pose la structure des exploitations doivent également, monsieur le ministre, faire l'objet de précisions.

Le projet qui nous est soumis paraît quelque peu confus; il risque d'inquiéter certains agriculteurs sans peut-être parvenir à rassurer les autres. La définition du seuil de rentabilité de l'exploitation agricole est certainement très délicate car, pour la moitié d'entre elles, les exploitations françaises ont moins de dix hectares. On voit mal ce que compte faire le Gouvernement dans ce domaine.

Mais notre inquiétude vient aussi d'un autre aspect du programme qui nous est soumis. Précisément, parce qu'il est à objectif lointain, il ne comporte pratiquement rien pour l'immédiat, ou peu de chose, rien en tout cas qui permette de faire sortir rapidement nos paysans du marasme où des années de négligence et d'erreurs les ont conduits.

A quoi servirait-il de définir une politique agricole à long terme si les échéances les plus proches devaient être catastrophiques et modifier de fond en comble les données du problème? Or, nous sommes devant cette menace.

Prenons l'exemple de la mécanisation de l'agriculture. Depuis la Libération, on avait enregistré, sur le marché français, une progression à peu près constante de la vente des tracteurs, motoculteurs et autres machines agricoles. La progression fut relativement importante jusqu'en 1957, année au cours de laquelle 110.171 tracteurs furent vendus. En 1958, la vente n'atteignait plus que 93.400 tracteurs et, en 1959, 80.600.

C'est donc une baisse de 20 p. 100 que nous avons constatée dans ce domaine en 1959 par rapport à 1957 et de 13 p. 100 par rapport à 1958.

Les mêmes constatations peuvent être faites en ce qui concerne les moissonneuses-batteuses et les ramasseuses-presses. Pour l'ensemble des machines agricoles, la baisse moyenne des ventes a été de 12 p. 100 environ en 1959 par rapport à 1958.

Or — tous les spécialistes l'admettent — le marché français n'est nullement saturé. C'est donc seulement une baisse appréciable des revenus agricoles qui explique cette régression des ventes.

Ces chiffres sont dramatiques. Ils montrent que dans l'état actuel de leurs revenus, les agriculteurs ne peuvent plus acheter les machines pourtant indispensables à leur activité. Et comment pourraient-ils alors financer les améliorations indispensables qu'il convient d'apporter sur tous les plans au sort des ouvriers agricoles?

Quelles solutions immédiates paraît-il nécessaire de donner, dans ces conditions, au problème agricole, faute de quoi serait compromise la réalisation de l'ensemble du programme qui nous est proposé?

Nous ne pouvons dissimuler que le retour pur et simple à une indexation automatique pourrait être, à notre avis, la source des plus graves périls: il ne serait pas d'accélérateur plus efficace d'un processus inflationniste dès le moment où, pour d'autres causes, celui-ci prend quelque réalité.

Puisque des mesures d'urgence s'avèrent indispensables, il est nécessaire de mettre en place des palliatifs qui constitueront une sorte de ballon d'oxygène temporaire, celui-ci ne pouvant se confondre avec des solutions durables.

C'est à vous, monsieur le ministre de l'agriculture, et à votre collègue des finances qu'il appartient de prendre rapidement des mesures, par exemple d'envisager la détaxe provisoire de certains produits indispensables à l'agriculture tels que les tourteaux, les engrais, les machines, les carburants autres que l'essence, ainsi que l'octroi de crédits importants à long terme, à très faible intérêt, d'abord pour que soit relayé l'endettement agricole qui atteint 3.000 milliards d'anciens francs, soit trois années de récolte de blé pour toute la France; ensuite, pour que dans les cinq années à venir, notre agriculture puisse présenter un autre visage, pour qu'elle soit modernisée, mécanisée rationnellement et pour que sa productivité s'accroisse.

Il est bien certain qu'un des problèmes clés de l'agriculture, en l'état actuel de productivité où elle se trouve, est un problème de débouchés.

Si l'on en croit les intentions du Gouvernement, les importations seront enfin limitées et les exportations atteindront un niveau élevé. Nous voudrions être pleinement rassurés sur ce point et voir ces intentions se traduire dans la réalité.

On parle sans cesse du Marché commun mais les importantes possibilités qu'il recèle à ce point de vue auraient peut-être dû faire l'objet d'une mention à part dans le programme qui nous est soumis. Or, nous n'y voyons rien de concret dans ce sens.

Les textes que l'on nous propose, pour être efficaces, doivent faire l'objet de sérieux compléments dans le sens de mesures immédiates comme dans celui d'une plus grande adaptation au Marché commun, qui est incontestablement le cadre dans lequel doit se poursuivre le développement de notre agriculture. (Applaudissements à gauche, au centre et à droite.)

M. le président. La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

— 6 —

ELECTION D'UN JUGE TITULAIRE A LA HAUTE COUR DE JUSTICE

Proclamation du résultat du scrutin.

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin pour la nomination d'un juge titulaire de la Haute Cour de justice :

Nombre de votants.....	368
Bulletins blancs ou nuls.....	29
Suffrages exprimés.....	339
Majorité requise.....	276

Ont obtenu :

MM. Edmond Thorailleur	329	suffrages.
Pierre Villon.....	8	—
Divers	2	—

M. Edmond Thorailleur ayant obtenu la majorité absolue des membres composant l'Assemblée, je le proclame juge titulaire à la Haute Cour de justice.

Aux termes de l'article 3 de l'ordonnance portant loi organique sur la Haute Cour de justice, MM. les juges à la Haute Cour doivent prêter serment devant l'Assemblée qui les a désignés.

M. Edmond Thorailleur sera donc appelé à prêter serment devant l'Assemblée nationale au début de la séance de vendredi après-midi.

— 7 —

ELECTION DE DEUX MEMBRES DU SENAT DE LA COMMUNAUTE

Proclamation du résultat du scrutin.

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin pour la nomination de deux membres du Sénat de la Communauté :

Nombre de votants.....	371
Bulletins blancs ou nuls.....	16
Suffrages exprimés.....	355
Majorité absolue.....	178

Ont obtenu :

MM. Marc Jacquet	337	suffrages.
Raymond Boisdé.....	326	—
Robert Ballanger.....	8	—
Maurice Niles.....	8	—

MM. Marc Jacquet et Raymond Boisdé ayant obtenu la majorité absolue, je les proclame membres du Sénat de la Communauté.

— 8 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures, deuxième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour :

Suite de la discussion générale commune :

Du projet de loi d'orientation agricole n° 565 (rapport n° 594 de M. Le Bault de la Morinière au nom de la commission de la production et des échanges ; avis n° 596 de M. Gabelle au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ; avis de M. Hoguet au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Du projet de loi de programme relative aux investissements agricoles n° 564 (rapport n° 593 de M. Gabelle au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ; avis n° 601 de M. Charpentier au nom de la commission de la production et des échanges) ;

Du projet de loi relatif à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles n° 561 (rapport n° 602 de Mlle Dienesch au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; avis n° 598 de M. Grasset-Morel au nom de la commission de la production et des échanges) ;

Du projet de loi relatif au remembrement des propriétés rurales, à certains échanges et cessions d'immeubles ruraux, à l'usage et à l'écoulement des eaux d'irrigation, à certains boisements n° 562 (rapport n° 597 de M. Gilbert Buron au nom de la commission de la production et des échanges ; avis de M. Dubuis au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Du projet de loi relatif aux assurances maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles et des membres non salariés de leur famille n° 560 (rapport de M. Godennèche au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Du projet de loi relatif à la création de parcs nationaux n° 568 (rapport n° 595 de M. Dumas au nom de la commission de la production et des échanges ; avis de M. Palmero au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Du projet de loi de finances rectificative pour 1960 n° 563 (rapport n° 592 de M. Marc Jacquet, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan ; avis n° 600 de M. Charpentier au nom de la commission de la production et des échanges).

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures cinq minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

(Le compte rendu intégral de la 2^e séance de ce jour sera distribué ultérieurement.)